

CONFLIT AU SAHARA OCCIDENTAL

Djerad appelle à la relance du processus de règlement politique

P. 14

ALGÉRIE-ITALIE

M. Djerad reçoit le ministre italien des AE et de la Coopération internationale

P. 24

POLITIQUE

Belhimer : "le peuple algérien a fait échouer tous les calculs misant sur la chute de l'Algérie"

P. 3

LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Des aides financières pour les scanners et les tests

Le gouvernement a décidé l'octroi d'aides financières aux citoyens dans les frais engagés pour les examens de scanner et autres tests PCR et antigéniques pour diagnostiquer les contaminations à la Covid-19, a indiqué un communiqué des services du premier ministre ayant sanctionné un Conseil interministériel présidé par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad. Après avoir entendu les différents exposés et des débats qui les ont suivis, Monsieur le Premier ministre a rappelé les orientations de Monsieur le Président de la République quant à la nécessité d'apporter tout le soutien et l'assistance aux citoyens notamment en ces moments difficiles caractérisés par la crise sanitaire liée au coronavirus et qui a fortement impacté toute la population, en particulier les plus démunis d'entre elle.

P. 24 DKnews/APS



TRANSPORT AÉRIEN

Les vols commerciaux internationaux suspendus jusqu'à nouvel ordre (ministère)

P. 4

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le CEREFÉ dresse une feuille de route

P. 6

MONTAGNE

La neige recouvre Tikjda et lui redonne sa splendeur hivernale

P. 8

SANTÉ

MON ENFANT EST GAUCHER

Ça change quoi ?

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (2^e JOURNÉE)

Le "syndrome" des nuls continue de plus belle

P. 21



APPLICATIONS INTERNET

Pas d'accord entre Washington et TikTok, les discussions se poursuivent

P. 17

CASBAH D'ALGER

Effondrement d'un vieil immeuble : 8 personnes secourues

P. 2

CONSTANTINE

Fuite de gaz à la cité Sarkina : câbles électriques incendiés



Des câbles électriques ont pris feu suite à un incendie occasionné par une fuite de gaz survenue, vendredi après-midi, sur la canalisation principale de la cité Sarkina à Constantine sans faire de victimes, a-t-on appris samedi auprès de la direction de wilaya de ce corps constitué.

La même source a précisé que les pompiers ont réussi à maîtriser l'incendie vendredi à 18h05 avant sa propagation grâce à la mobilisation de 25 agents, 5 officiers, 5 camions anti-incendie et 2 ambulances.

De son côté, la chargée de communication de la Société algérienne de distribution d'électricité et de gaz, Wahiba Takhrist, avait déclaré vendredi à l'APS qu'une personne effectuant des travaux sans autorisation a été à l'origine de cet incendie.

L'incendie a causé l'interruption de l'alimentation en gaz naturel de la cité Sarkina, a ajouté la même responsable, rappelant que la Société algérienne de distribution d'électricité et de gaz a enregistré, entre janvier et novembre 2020, un total de 270 atteintes par des entreprises publiques et privées à des équipements de gaz dont la majorité localisée dans la commune d'El Khroub et la circonscription administrative Ali Mendjeli.

TRAFIC D'ANIMAUX

TF1 manipule des images pour impliquer l'Algérie, selon El Moudjahid

Le site du journal El-Moudjahid a qualifié de "grossière" l'image diffusée par la chaîne française de télévision TF1, suggérant que l'Algérie est "la principale plaque tournante" du trafic d'animaux sauvages à travers le monde, principalement entre l'Afrique et l'Europe.

Selon ce site, "le journal télévisé du vendredi 4 décembre 2020, à 20h00, sur la chaîne de télévision française TF1 (visible sur site MY TF1 à la 29ème minute - tf1.fr) a consacré un reportage au trafic d'animaux sauvages à travers le monde, principalement entre l'Afrique et l'Europe".

"Une des images de ce reportage montre un douanier qui ouvrait un conteneur qui laissait apparaître des marchandises estampillées d'un drapeau algérien.

S'en est suivie l'affirmation suivante dans le commentaire du journaliste : « le plus gros du trafic d'animaux sauvages dans le monde est entre l'Afrique et l'Europe », a-t-il expliqué.

Commentant cette image, le site souligne que "dans les conditions de réalisation de ce reportage, il est suggéré la déduction que notre pays est la principale plaque tournante de ce trafic".

Le site a conclu, à ce titre, que "du point de vue déontologique, le drapeau algérien aurait dû être flouté mais cela n'a pas été fait".

"In fine, cela laisse clairement sous-entendre la perméabilité de nos frontières Sud et Nord", a-t-il regretté.

SIDI BEL-ABBÈS

Perturbation de la circulation routière à cause de la neige



La circulation routière a connu samedi dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes des perturbations dues à la chute de quantités considérables de neige, de pluie et de grêle, a-t-on appris auprès des services des travaux publics.

Les chutes de neige, enregistrées notamment sur les hauteurs de Dhaya, au sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, ont perturbé la circulation automobile surtout sur l'axe de la route nationale (RN 13) reliant les communes de Telagh et Dhaya, nécessitant l'intervention des services des travaux publics soutenus par des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) qui avaient utilisé du sel pour déglacer le verglas qui rend cette route impraticable, notamment au niveau de virages dangereux dans les hauteurs de Dhaya.

Des équipes composées d'éléments des services des travaux publics de la commune de Telagh et de l'ANP ont été mobilisées pour intervenir munis de chasse-neige pour débayer les routes obscurcies par la neige et faciliter ainsi la circulation au niveau de la RN 13 et des zones d'habitat au sud de la wilaya, a-t-on indiqué.

MILA

Plus de 300 hectares consacrés à la culture du colza

Une superficie de 320 hectares a été consacrée dans la wilaya de Mila à la culture du colza, au titre de la saison agricole 2020/2021, apprend-on samedi du chef du service de régulation de la production et soutien technique à la Direction des services agricoles (DSA), Mohamed Bouleffet.

"La surface en question, consacrée pour la première expérience du genre, est répartie sur quatre fermes pilotes (180 hectares) relevant de l'Office algérien interprofessionnel de céréaliculture et sur plusieurs exploitations agricoles privées, a précisé le même responsable à l'APS.

Selon la même source, 20 agriculteurs exploitant entre 3 à 21 hectares participent à cette expérience de la culture du colza, lancée dans le cadre de la feuille de route du ministère de l'Agriculture et du développement rural, visant le développement des cultures de transformation, précisant que dix (10) agriculteurs ont reçu les quantités de semences nécessaires et ont procédé aux emblavures. Jusqu'à la fin de la semaine écoulée, 200 hectares de la surface totale retenue ont été emblavés de colza, selon la même source qui a souligné que les longues racines du colza favorisent l'aération du sol.

ORAN

L'expérience de "Pitaya" donne ses premiers fruits

L'Association pour la promotion de la femme rurale "Main dans la main" d'Oran a expérimenté, pour la première fois, la culture du fruit du dragon "Pitaya", qui commence à donner de bons résultats cette saison, a-t-on appris de sa présidente.

Les premiers fruits de cette variété tropicale ont commencé à apparaître après deux années de suivi avec succès, s'est réjouie Allou Baba Ahmed, faisant savoir qu'une dizaine de Pitayas ont été plantés au niveau d'une petite pépinière à titre expérimental.

La méthode de plantation de ce type de fruit est facile et le climat chaud lui convient, a-t-elle indiqué, soulignant que la culture du fruit du dragon dont l'origine est de l'Amérique peut réussir dans les maisons comme plante de décoration. Avec le succès de cette expérience, l'Association "Main dans la main" lancera l'utilisation des graines des prémices de ce type de fruits pour la germination afin d'élargir cette culture, a-t-on indiqué. La présidente de l'Association a expliqué que le fruit "Pitaya" est une variété de cactus à la couleur rose avec une tendance vers le rouge vif et une pulpe blanche contenant de s graines noires.

Il a un bon goût et est riche en vitamines, ce qui fait de lui le fruit importé le plus cher.

CASBAH D'ALGER

Effondrement d'un vieil immeuble : 8 personnes secourues



Huit personnes ont été secourues et évacuées, samedi à l'aube, suite à l'effondrement d'un mur extérieur et des escaliers d'un ancien immeuble sur les hauteurs de la Casbah d'Alger, "sans qu'aucune victime ne soit déplorée", a-t-on appris auprès des services de Protection civile.

"Immédiatement après un effondrement partiel de cet ancien immeuble, situé au 5 rue Nafisa sur les hauteurs de la Casbah, les agents de la Protection civile sont intervenus pour secourir huit personnes occupant les lieux", a précisé à l'APS le chargé de la communication à la direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le Lieutenant Khaled Benkhalfallah.

Il a ajouté que trois camions, trois ambulances et une équipe de secours avaient été mobilisés pour cette opération. De son côté, le président de l'Assemblée populaire communale (PAPC) de la Casbah, Omar Ztili, a fait savoir que l'immeuble en question se compose de deux étages (rez-de-chaussée et premier étage), ajoutant que "les quatre familles qui y habitaient ont été évacuées et prises en charge dans les meilleures conditions".

"Le PAPC a indiqué que le wali d'Alger avait donné son "accord" pour le relogement des familles sinistrées, rappelant qu'une partie des habitants de cet immeuble fragile avait bénéficié d'une opération de relogement en 1987".

"Environ 80% du tissu urbain de la Casbah est vieux et fragile et plus de 1.300 immeubles classés rouge nécessitent le relogement de leurs occupants", a-t-il souligné.

MÉDÉA

Dotation de 5 ambulances médicalisées au profit des structures sanitaires de proximité

Une nouvelle dotation de cinq ambulances médicalisées, financée par le fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL), vient d'être affectée à des structures sanitaires de proximité de la wilaya de Médéa, en vue de garantir une meilleure prise en charge des citoyens, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Cette dotation tend, a-t-on assuré, à renforcer les moyens d'évacuation des structures sanitaires de proximité et permettre une meilleure couverture sanitaire au profit, notamment, des habitants des zones enclavées, précisant que les affectations ont touché, cette fois-ci, les structures sanitaires de proximité de Hannacha, El-Haoudine, Mfatha, Beni-Slimane et Médéa. Au total, 43 ambulances médicalisées ont été affectées, depuis le début de l'année, contribuant ainsi à résorber le déficit qu'enregistre le secteur de la santé en moyen d'évacuation, a-t-on signalé.

Toujours selon la même source, un lot d'équipement médical, composé de respirateurs artificiels, d'oxymètres et de thermomètres, a été également distribué à des établissements hospitaliers de la wilaya qui ont reçu, en plus, un important lot de literie et de matelas orthopédiques.

EL BAYADH

La neige perturbe la circulation

La neige enregistrée samedi à l'aube a rendu la "circulation difficile" au niveau de la région de Laguermi dans la commune d'El Bayadh, a-t-on appris auprès de la direction des travaux publics.

Les agents de la maintenance des routes sont intervenus le matin pour l'enlèvement de la neige au niveau de la route nationale (RN 47) à la sortie sud-est du chef-lieu de wilaya au ravin de Laguermi pour faciliter le trafic routier. Cette opération ayant mobilisé 15 agents de maintenance et un chasse-neige a permis de rétablir la circulation. Les différentes routes de la wilaya enregistrent un trafic normal, a-t-on fait savoir.

POLITIQUE

Belhimer : "le peuple algérien a fait échouer tous les calculs misant sur la chute de l'Algérie"

Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer, a affirmé samedi que le peuple algérien "a fait échouer tous les calculs misant sur la chute de l'Algérie", et ce, "en allant de l'avant dans la concrétisation de la politique d'édification de l'Algérie nouvelle, qui n'obéit à aucun diktat ou chantage".

Dans un entretien avec le site Dzertic24, M. Belhimer a indiqué que "le peuple algérien a fait échouer tous les calculs misant sur la chute de l'Algérie en élisant, d'abord, le président Abdelmadjid Tebboune et en allant de l'avant, ensuite, dans la concrétisation de la politique d'édification de l'Algérie nouvelle, qui n'obéit à aucun diktat ou chantage, qu'elles qu'en soient l'origine ou la nature".

Il a estimé dans ce sens que le plébiscite populaire de l'amendement constitutionnel et la fidélité de l'Algérie à ses principes de soutien aux causes de libération et d'autodétermination à travers le monde "s'inscrivent en droite ligne dans cette voie".

"L'Algérie se trouve, aujourd'hui, à la croisée de deux courants : celui des nostalgiques de la sinistre ère coloniale, qui se cachent derrière des prétentions de démocratie avec ses phases constitutives et transitoires, et celui des tenants d'un changement radical par la voie pacifique et institutionnelle", a indiqué M. Belhimer.

Soulignant, à ce propos, que "le référendum de novembre a plébiscité le deuxième choix", il a soutenu que ce dernier "est bâti sur des bases solides" et qu'il "finira par permettre d'éradiquer les résidus et symboles de l'ancien régime, dont la majorité se trouvent en fuite à l'étranger ou en prison".

Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement a fait état de la révision prochaine des lois organiques relatives aux élections, aux partis politiques, aux associations et aux médias "en concrétisation du nouveau mode de gouvernance" dans le pays.

Pour M. Belhimer, "il était prévisible, face à cette dynamique, que la campagne d'aboïements et d'acharnement soit à la mesure de la douleur infligée aux ennemis et à leurs valets par la politique de l'Algérie souveraine et clairvoyante sous la direction du président Tebboune".



"La campagne frénétique engagée par des cercles et des milieux hostiles à l'Algérie à travers des fake news sur la santé du président confirme leur faillite à manipuler l'opinion publique nationale", a-t-il encore relevé, mettant en avant la compassion témoignée par le peuple à son président dans sa maladie et la relation de confiance qu'il a réussi à établir avec les citoyens, en peu de temps.

Le ministre a tenu à préciser, à ce propos, que la maladie du président n'avait jamais été cachée et qu'il l'avait lui-même annoncé, assurant qu'il était "en cours de rétablissement et de guérison et retournera bientôt au pays pour poursuivre l'édification de l'Algérie, qui dérange les ennemis et les haineux".

Il a rappelé, dans ce sens, que les services de la Présidence de la République ont tenu "régulièrement" informée l'opinion publique sur l'état de santé du président.

L'Algérie, cible d'une tentative de représailles au service d'agendas précises

En réponse à une question sur la campagne menée par des médias occidentaux contre l'Algérie et son institution militaire, le ministre de

la Communication, Porte-parole du Gouvernement a expliqué que "l'institution militaire algérienne est l'éternel complexe du Makhzen" pour plusieurs raisons, mettant en avant, particulièrement "la cohésion innée et indestructible entre le peuple et son armée et la mise en échec par notre vaillante armée de toutes les manœuvres et plans visant la souveraineté et l'unité de l'Algérie, Etat et peuple".

"L'Armée nationale populaire a toujours été le rempart au pied duquel s'échouent tous les complots et machinations individuels ou collectifs", a-t-il affirmé ajoutant que "grâce aux sacrifices et au professionnalisme de son armée, elle a réussi à sécuriser ses vastes frontières et à raffermir ce lien naturel avec le peuple en dépit de l'acharnement du Makhzen et de ses lobbies à gages et de ses connivences, bien connues, avec certains pays".

Il a fait observer, dans ce sens, que "l'Algérie se trouve, en raison de ses positions de principe justes, la cible d'une tentative de représailles orchestrée par plusieurs parties selon des agendas bien précis, notamment à travers la planification de divisions internes et la perturbation de ses efforts, pacifiques et consensuels, notamment dans des pays

voisins comme le Mali et la Libye".

Le ministre de la Communication, Porte-parole du Gouvernement a soutenu, dans ce contexte, que l'Algérie, "demeurera fidèle à ses principes et valeurs et ne versera jamais dans le marchandage des droits et des causes justes, dont celle du Sahara occidental, en application des résolutions de l'ONU et de l'UA, affirmant qu'elle relève de la décolonisation et de l'autodétermination".

M. Belhimer a appelé, ainsi, la communauté internationale et à sa tête le Conseil de sécurité à "assumer son entière responsabilité dans le respect du cessez-le-feu, violé par le Maroc, et dans la résolution de la question sahraouie à travers l'organisation d'un référendum d'autodétermination, conformément à la légalité internationale et résolutions onusiennes", déplorant "le piétinement des us et coutumes internationales par des groupes d'intérêt".

Sur un autre registre, le ministre a fait savoir au sujet des incendies enregistrés dernièrement que les enquêtes sécuritaires avaient révélé "l'implication de suspects et la Justice tranchera en appliquant les sanctions prévues dans le Code pénal".

Il a salué, à ce propos, l'élan national des Algériens, à titre individuel et au sein des institutions, entre-

prises et organisations, à travers la participation à une vaste campagne de reboisement.

Par ailleurs, et à une question sur les efforts de la Justice pour éradiquer la bureaucratie, le ministre de la Communication a estimé que "l'éradication de la corruption, enracinée tout au long des vingt dernières années dans l'administration, les institutions de l'Etat et dans la société, combien même possible, nécessitera un certain temps", soulignant des "progrès positifs" en matière d'éradication de ce fléau.

Quant à une éventuelle fermeture des écoles du fait de la propagation du Coronavirus, le Porte-parole du Gouvernement a rappelé la déclaration du Premier ministre à Tipaza, que si des cas positifs étaient constatés dans des écoles, ils seront traités individuellement, mais que la décision de fermer les écoles n'était pas à l'ordre du jour.

Abordant la reprise par Air Algérie, à compter de demain dimanche, des liaisons intérieures et le rapatriement des ressortissants algériens encore bloqués à l'étranger, le ministre a tenu à rappeler "le rapatriement de plus de 30.380 citoyens, entre mars et août derniers".

Le ministre de la Communication a évoqué, par ailleurs, les axes majeurs de l'assainissement du secteur annonçant la mise en application, "dès janvier prochain", des 15 normes régissant la distribution de la publicité publique, en attendant la promulgation de la loi relative à la publicité, qui se trouve, a-t-il assuré "en stade très avancée".

Il a fait savoir, en outre, que le décret exécutif relatif aux modalités d'exercice de la presse électronique, "sera bientôt publié dans le Journal officiel", invitant tous les sites électroniques à "se conformer aux dispositions du décret qui exige le dépôt d'une déclaration par le directeur responsable de l'information accompagnée d'un dossier auprès de l'Autorité compétente et la domiciliation du domaine (.dz)".

SANTÉ DE PROXIMITÉ

Aménagement prochain de 15 services d'urgences médico-chirurgicales à Alger (ministre)

Le ministre de la santé, de la population et de la réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a fait état, samedi à Alger, d'un programme d'aménagement et d'équipement de 15 services d'urgences médico-chirurgicales au niveau de structures de santé de proximité à Alger en vue d'alléger les grands établissements hospitaliers.

Accompagné du wali d'Alger, Youcef Charfa, lors d'une visite d'inspection des travaux de la nouvelle unité des urgences médico-chirurgicales au niveau du CHU de Mustapha Bacha, le ministre a annoncé que 15 services similaires au niveau de structures de santé de proximité à Alger seront dotés en équipements de pointe afin d'assurer des services de qualité et alléger la pression sur les grands hôpitaux.

Cette opération "sera généralisée à l'ensemble du territoire national dans le cadre de la stratégie de modernisation du système sanitaire, sur instructions du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune", a-t-il ajouté.

Il a précisé que cette nouvelle unité médico-chirurgicale (ex-garderie du CHU Mustapha Bacha), dont les travaux sont en cours, sera un petit hôpital pilote pour la prise en



charge optimale des cas urgents en vue d'alléger la pression sur les deux services d'urgences du même hôpital".

Une enveloppe financière a été mobilisée par la wilaya d'Alger pour la réalisation des travaux sur 3 étages afin d'aménager des salles de soins, d'orientation, et de réanimation aux normes internationales.

Le ministre a souligné que l'entrée en

service des 15 unités d'urgences médicales et chirurgicales, réparties à travers les établissements de santé de proximité d'Alger, "permettra de soulager les grands hôpitaux qui enregistrent au quotidien un afflux de 1.100 malades, dont 70% peuvent être pris en charge au niveau des structures de proximité". Pour sa part, le wali d'Alger a indiqué les travaux d'aménagement des ces unités

sont programmés en 2021 dans le cadre du budget supplémentaire de wilaya, en coordination avec l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Dans le cadre des projets du secteur de la Santé en cours de réalisation, le wali d'Alger a fait savoir qu'une enveloppe de 35 millions de dinars a été affectée à la réalisation d'une pénétrante vers l'hôpital Issaad Hassani à Beni Messous. Le directeur général du CHU Mustapha Pacha, Bennana Abdelslam, a souligné relevé, quant à lui, que la nouvelle unité des urgences médico-chirurgicales de Mustapha Pacha "constitue une expérience pilote à l'échelle nationale", ajoutant que ce "mini-hôpital" sera doté d'équipements et de matériel modernes en matière de réanimation et de prise en charge des différents cas urgents". Dans une déclaration à l'APS, le directeur des travaux publics de la wilaya d'Alger, Abderrahmane Rahmani, a affirmé que l'ensemble des propositions formulées par le ministre de la Santé sont pris en charge concernant la réalisation d'issues d'entrée et de sortie au niveau du CHU Mustapha Pacha pour fluidifier le trafic vers la nouvelle structure des urgences".

TRANSPORT AÉRIEN

Reprise des vols domestiques

Les vols domestiques ont repris dimanche à travers les aéroports du pays, après neuf mois de suspension suite à la propagation de la pandémie du Covid-19.

La reprise concerne la totalité des dessertes de vers les wilayas du sud du pays et, dans une première étape, 50% des vols desservant celles du nord du pays.

La décision vient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19) et de l'autorité sanitaire.

La levée de la mesure de suspension des services aériens de transport public de passagers sur le réseau domestique reste toutefois tributaire de la mise en œuvre et du strict respect des protocoles sanitaires spécifiques aux aéroports et à bord des



aéronefs, élaborés sur la base des recommandations des autorités de l'aviation civile et adoptés par le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus (COVID-19). A ce titre, les compagnies nationales de transport aérien ont

été chargées de multiplier les campagnes d'information en direction des usagers sur les mesures de prévention et de protection contenues dans les protocoles sanitaires et exigées pour les opérations d'embarquement et de transport. La compagnie aé-

rienne Air Algérie avait récemment renforcé les opérations de nettoyage et de désinfection de ses avions afin de limiter les risques de transmission du coronavirus en prévision de la reprise des vols domestiques, avec notamment la désinfection de toutes les surfaces en contact avec les passagers telles que les accoudoirs, tablettes et écrans, et par la mise en place d'une procédure spécifique de désinfection par pulvérisation d'un produit virucide homologué. Les vols commerciaux internationaux de/et vers l'Algérie demeurent toutefois suspendus jusqu'à nouvel ordre, les dessertes extérieures concernent seulement le rapatriement des citoyens bloqués à l'étranger.

Les vols commerciaux internationaux suspendus jusqu'à nouvel ordre (ministère)

Le ministère des Transports a annoncé samedi dans un communiqué la reprise des vols domestiques à compter de demain dimanche 6 décembre, précisant que les vols commerciaux internationaux de et vers l'Algérie "demeurent suspendus jusqu'à nouvel ordre". Le ministère des Transports annonce la reprise des vols aériens domestiques à compter de demain dimanche 6 décembre 2020, selon un programme quotidien de vols tracé par la compagnie nationale Air Algérie à l'adresse des différentes wilayas, in-

cluant la même source. Au sujet des vols internationaux de et vers l'Algérie, la tutelle souligne que "ces dessertes concerneront seulement le rapatriement des citoyens bloqués à l'étranger, mais pas les vols commerciaux pour lesquels les hautes autorités n'ont pris aucune décision, et demeurent ainsi suspendus jusqu'à nouvel ordre", conclut le communiqué.

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerdad avait décidé de la levée, dès dimanche 6 décembre, de la mesure de suspension des services aériens de

transport public de passagers sur le réseau domestique. La décision vient en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune et au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus et l'autorité sanitaire, souligne la même source. Cette mesure concernera d'une part la totalité des dessertes de et vers les wilayas du sud du pays, et d'autre part, dans une première étape, 50% des vols desservant celles du nord du pays.

HYDRAULIQUE

Vers un programme supplémentaire du secteur pour l'exercice 2021 (ministère)

Le Gouvernement œuvre actuellement pour lancer un programme supplémentaire du secteur des ressources en eau au titre de l'exercice 2021 à l'effet de prendre en charge les besoins des citoyens des différentes wilayas du pays, a indiqué samedi à Mascara le ministre des Ressources en eau, Arezki Baraki. Présidant la mise en service du réseau d'alimentation en eau potable de trois communes de la daïra de Oued El Abtal à partir du barrage de Oued Taht, le ministre a souligné que le Gouvernement étudie actuellement un programme supplémentaire inhérent au secteur des ressources en eau, dont le lancement est prévu en 2021, en vue d'accorder des crédits permettant de traiter les lacunes enregistrées en matière d'eau potable, d'assainissement et d'irrigation agricole.

Des projets ont été récemment réalisés à travers le pays dans le domaine de l'alimentation en eau potable et de la lutte contre les coupures et perturbations, au titre d'un programme urgent, s'ensuivront d'autres opérations susceptibles de remédier aux carences et ainsi assurer une alimentation quotidienne en eau potable, a-t-il déclaré.

Parallèlement, M. Baraki a instruit l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE) de la wilaya de Mascara "à œuvrer avec les autorités de la wilaya pour recouvrer les redevances auprès des différents clients estimés à environ 1,330 milliard DA dans les meilleurs délais pour permettre des investissements à l'effet d'améliorer la qualité de l'eau potable et des prestations au profit des citoyens.

Au passage, le ministre a salué les efforts des responsables du projet d'alimentation de la population des communes d'Ain Frah, Oued El Abtal et Sidi Abdeldjebbar en eau potable et du périmètre agricole "Kechout" en eau d'irrigation agricole à partir du barrage de Oued Taht en s'appuyant sur les compétences nationales, qui ont permis de fournir 4,1 millions de mètres cubes en eau potable et 2 millions m³ d'eaux destinés à l'irrigation agricole.

Au siège de la Direction du barrage de Oued Taht, Arezki Baraki a présidé la signature d'une convention entre la Direction des ressources en eau de la wilaya et l'Office national d'irrigation pour la gestion de la première tranche du périmètre irrigué de la plaine de Ghriiss sur une surface de 1.200 hectares.

Il a également donné, dans le village de Sebahia (commune de Tighennif), le coup d'envoi d'alimentation en eau potable à partir du même barrage, alors que dans la commune de Chorfa il a supervisé le démarrage du projet de réhabilitation du barrage de Chorfa, qui connaît des imperfections dans l'infrastructure et les équipements. Une enveloppe financière de 5,2 milliards DA a été allouée pour sa réhabilitation à travers un traitement du sol et des travaux de génie civil et la rénovation de ses équipements.

Dans la commune de Mohammadia, le ministre a présidé la mise en service d'un puits artésien destiné à l'irrigation dans le périmètre agricole de Hebra, de même que la signature d'une convention entre l'Office national d'irrigation, l'Agence de gestion intégrée des ressources en eau, une start up et un investisseur agricole pour mettre en place un système d'économie de l'eau pour l'irrigation agricole.

M. Baraki a participé à une émission de la radio régionale de Mascara en abordant différents programmes réalisés par l'Etat dans le secteur, notamment en matière de disponibilité de l'eau potable en tant que priorité extrême du Gouvernement, l'irrigation et l'extension des terres agricoles irriguées et la promotion de l'activité agricole comme pilier du développement de l'économie nationale.

APS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Nouvelle application pour la réception des dossiers des étudiants en Master (ministère)

Une nouvelle application pour assister et accompagner les établissements universitaires dans la réception des dossiers des candidats au Master a été mise en place par la Direction des réseaux et systèmes d'information et de communication universitaires (DRSICU), a indiqué samedi le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique samedi dans un communiqué.

Saisi par les étudiants via les réseaux sociaux au sujet de la méthode classique adoptée par certaines universités pour la réception des dossiers des candidats au Master, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a décidé d'intervenir en vue d'accompagner les établissements universitaires à travers la mise en place d'une application de réception des dossiers en format numérique, le but étant de "faciliter aux étudiants la procédure d'inscription et leur épargner les frais de déplacement notamment en cette conjoncture sanitaire difficile".

La méthode classique et traditionnelle adoptée par certaines universités "ne cadre pas" avec la politique tracée par la tutelle qui s'em-



ploie à la numérisation générale des diverses activités du secteur, précise le communiqué. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique a décidé d'intervenir en vue d'accompagner les établissements universitaires à travers la mise en place d'une application de réception des dossiers en format numérique, le but étant de "faciliter aux étudiants la procédure d'inscription et leur épargner les frais de déplacement notamment en cette conjoncture sanitaire difficile".

N'ayant aucun lien avec le logiciel Progress, l'inscription via la nouvelle application est "décentralisée"

et devra s'effectuer, normalement, au niveau des établissements d'enseignement supérieur, relève la même source.

Au sujet des inscriptions et de l'orientation des nouveaux bacheliers "session septembre 2020", le ministère affirme que toutes les procédures se sont déroulées "exclusivement en ligne", à commencer par les premières inscriptions, la confirmation, en passant par le traitement des vœux et la proclamation des résultats de l'orientation, jusqu'à la réception des vœux des bacheliers n'ayant obtenu aucun de leur choix et leur réorientation. Les transferts internes et ex-

ternes, le traitement des cas spéciaux Bac 2020, l'offre des services universitaires ainsi que le paiement électronique des taxes d'inscription ont été effectués également sur internet, indique le communiqué.

En effet, plus de 250.000 étudiants se sont inscrits et regagneront les bancs de l'université à partir du 15 décembre prochain. Compte tenu du nombre important des demandes de transfert, le ministère de l'Enseignement supérieur a fait savoir qu'"une autre chance sera offerte à compter du 6 décembre 2020 aux nouveaux bacheliers pour effectuer leur transfert", a conclu le communiqué.

MASCARA

L'envasement des barrages influe négativement sur les surfaces irriguées

Quatre barrages sur les cinq implantés dans la wilaya de Mascara souffrent du problème d'envasement ce qui influe négativement sur leurs capacités de stockage mais aussi sur les dotations en eau destinées aussi bien à l'AEP qu'aux surfaces irriguées.

Le taux d'envasement des quatre barrages a atteint 25, 66 % en 2020, relève la chef de service irrigation à la Direction de wilaya des ressources en eau, Aouali Benyarou. Les volumes de stockage de ces ouvrages sont passés de 278 à 206, 67 millions de m³. Le barrage de Fergoug enregistre, à lui seul, un taux d'envasement de l'ordre de 94, 26 %, celui de Bouhnia est envasé à 50, 69 % alors que sa capacité de stockage est de 70 millions m³. Les taux d'envasement des barrages de Chorfa et de Ouizert sont respectivement de l'ordre de 15, 41 % et de 6, 09 %, précise la même source. Le phénomène d'envasement des quatre barrages a conduit à la réduction des quantités d'eau stockées habituellement, situation aggravée par la persistance de la sécheresse et la faible pluviométrie sévissant depuis des années dans la région. Cette situation a conduit à la baisse des quotas d'eau destinés à l'AEP et à l'irrigation des terres agricoles. Du coup, la diminution des quantités d'eau destinées à l'agriculture a eu des incidences négatives sur la qualité de la production, notamment pour ce qui concerne les agrumes qui font la réputation de la plaine d'El Hebra, dans la région de Mohammadia.

Baisse des rendements et salinité des terres

Le président de l'Association des exploitants des surfaces irriguées de la plaine d'El Hebra, Azziz Bachhik, précise, dans une déclaration à l'APS que les agriculteurs de Mohammadia, région renommée pour la production d'agrumes, souffrent ces dernières années du problème de la baisse des quotas d'eau qui leur sont réservés en raison de l'envasement quasi



total du barrage de Fergoug. Pour M. Bachhik, cette situation a eu pour conséquence une diminution drastique des quantités d'eau qui leur sont destinées ajouté à cela la forte salinité des terres conduisant à une chute de leur rendement et productivité.

Le président de l'Association des producteurs d'agrumes de la wilaya de Mascara, Mohamed Boukhari, suggère le lancement du projet de pose d'une conduite en vue d'acheminer l'eau depuis le barrage de Bouhnia vers le barrage de Fergoug, dans le but d'éviter l'évaporation et la déperdition des eaux lâchées par l'Agence nationale des barrages (ANB).

"Une grande partie des eaux puisées du barrage de Bouhnia et acheminées vers Fergoug par voie de l'oued s'évapore en cours du transfert, notamment en période des grandes chaleurs, ce qui fait que seule une partie aboutit à destination", explique, à ce propos M. Boukhari. Pour sa part, le secrétaire général de la Chambre d'agriculture de Mascara, Boualem Denna, considère que le problème de la sécheresse et celui de l'envasement des barrages de la wilaya ont négativement influé sur les réserves des ouvrages hydriques, notamment celui de Fergoug, qu'il qualifie de "barrage mort". Selon M.

Denna "ce barrage sert ainsi comme conduite drainant l'eau du barrage de Bouhnia vers les stations de traitement de l'eau destinée à la consommation dans la région de Mohammadia et vers le périmètre irrigué de la plaine d'El Habra".

Des actions pour limiter les effets du phénomène de l'envasement des barrages

M. Denna relève que la plaine d'El Habra, dans la région de Mohammadia située au nord-est de la wilaya, "est la plus touchée par le phénomène de l'envasement des barrages. La production des agrumes qui fait la réputation de la région a régressé de 30% durant l'actuelle campagne de récolte, causant ainsi d'énormes pertes aux agriculteurs".

Face à cette situation, soutient-il, "le ministère de tutelle n'est pas resté inactif puisqu'il a initié plusieurs opérations au niveau des barrages de Bouhnia et de Fergoug, ce qui a permis de réhabiliter les plaines d'El Hebra et de Sig en réglant le problème des infiltrations, en réduisant l'évaporation des eaux et en assurant une économie de ce produit vital".

Il a été également procédé à la réalisation de stations de traitement des eaux usées et leur utilisation dans l'irrigation agri-

cole. Dans ce cadre, trois (3) stations ont été réalisées dans la région de Mohammadia et quatre (4) puits ont été également forés, alors que deux (2) autres sont en cours de réalisation. Interrogée au sujet de ce problème, la chargée de communication auprès de l'Agence nationale des barrages et des transferts des eaux, Sabrina Smaïli, rappelle que "l'envasement est un phénomène naturel survenant au niveau des barrages qui dépassent les 50 ans d'exploitation". L'Agence a initié plusieurs actions pour traiter et limiter les effets du phénomène, comme celles consistant à planter des arbres autour des périmètres des barrages", indique Mme Smaïli, ajoutant qu'une importante opération est actuellement en cours sous le patronage du ministère des Ressources en eau avec la participation de plusieurs partenaires comme l'ANP, les conservations des forêts, la Direction générale de la protection civile et les scouts musulmans algériens. Pour assurer l'approvisionnement en plants, l'Agence a ainsi créé quatre (4) pépinières d'une capacité de production de 440.000 plants et arbrisseaux dans les périmètres des barrages de Kramis (Mostaganem), Khedara (Boumerdes), Sidi M'hamed Bentaiba (Ain Defla) et Ain Zada (Bord Bou Arreridj), rappelle-t-on.

La wilaya de Mascara compte quatre (4) périmètres agricoles irrigués. Il s'agit du périmètre d'El Hebra, dans la région de Mohammadia, spécialisé dans la production des agrumes, du périmètre de la plaine de Sig, spécialisé dans l'oléiculture, le périmètre de la plaine de Ghriss, prévu pour la production de la pomme de terre et de l'oignon et enfin le périmètre de la plaine de Kechout dont la superficie ne dépasse pas les 500 hectares.

KHENCHELA

600 millions de dinars pour la réhabilitation des terrains de football communaux

Une enveloppe financière de 600 millions de dinars a été mobilisée par la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de Khenchela en vue de la réhabilitation des terrains de football communaux, a annoncé samedi le directeur du secteur. Ce montant a été alloué à la wilaya de Khenchela dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour le financement de 15 opérations de réhabilitation de terrains de football à travers le territoire de la wilaya, a déclaré à l'APS, Larbi Taouahria.

Ces opérations consistent en la pose de pelouse synthétique, l'aménagement des vestiaires et les portes d'entrées principales et la construction d'une clôture, a expliqué ce responsable, précisant que ces terrains sont situés dans les communes de Yabous, Remila, M'Toussa, Tamza, El Ouldja, Baghal, Chelia, Kheirane, Chechar, Bouhmalma, Barbar, M'Sara, Ensigha, Kais et El Mahmal. Selon le DJS, ces projets seront entamés "au cours du premier trimestre de l'année prochaine", soulignant que les travaux seront achevés dans un délai n'excédant pas "120 jours" en vue de mettre ces stades communaux à la disposition des clubs et des associations sportives "avant la fin de la saison sportive 2020-2021".

M. Taouahria a rappelé que les terrains de football des communes de Ain Touila, Ouled Rechache, Taouzianet, Kais et Djellal ont bénéficié d'opérations de réhabilitation et de pose de pelouses synthétiques dans le cadre d'un programme supervisé par la direction de l'administration locale (DAL).

Le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Khenchela avait bénéficié au titre de l'année 2019 dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales d'un budget de plus de trois (3) milliards de dinars destinés à la réhabilitation et la pose de pelouses synthétiques de 20 stades communaux, en sus de la réalisation de 100 terrains de proximité, 11 piscines et 5 salles de sports, a-t-on signalé.

ORAN

Mise en terre de 4.300 arbustes sur les monts du Djebel K'har

Une opération de mise en terre de 4.300 arbustes a été effectuée samedi par près de 900 volontaires sur les monts de Djebel K'har (ex Montagne des lions) dans la commune de Hassi Benokba, à l'Est d'Oran, en dépit de la pluie et du froid, a-t-on appris des organisateurs. Il a été procédé à la plantation de variétés d'arbustes dont le cyprès, le pin et casuarina, lors de cette opération organisée par l'association locale d'ornithologie et de protection de l'environnement et des animaux "ChaffiAllah" et la fédération de wilaya des chasseurs, en coordination avec la conservation des forêts, a indiqué à l'APS le président de cette association. Une superficie de quatre hectares, répartie sur deux sites à Djebel K'har, a été boisée en présence des services de la protection civile, des autorités locales et d'une soixantaine d'associations, a fait savoir ChaffiAllah Maamar. Cette opération, qui entre dans le cadre de la campagne nationale de reboisement qui se poursuit jusqu'au mois de mars prochain, est la troisième du genre après la mise en terre de 3.000 plants dans la forêt de Madagh, située sur les hauteurs de la commune d'Ain El Kerma relevant de la daïra de Boutléfis, de même que la plantation de 1.100 arbustes dans la forêt de "Taziza" à Misserghine, a-t-on rappelé. L'association d'ornithologie et de protection de l'environnement et des animaux "ChaffiAllah" s'apprête à lancer le 26 décembre prochain, une campagne de volontariat de nettoyage et de reboisement d'une superficie de six hectares dans une des forêts de la commune de Gdyl.

ILLIZI

Le centre universitaire Cheikh Amoud Benmokhtar habilité à la formation de doctorants

Le centre universitaire Cheikh Amoud Benmokhtar de la wilaya d'Illizi a été habilité à la formation (d'étudiants) en vue de l'obtention d'un diplôme de doctorat dans certaines filières de l'enseignement supérieur, a-t-on appris samedi des responsables de cette institution de l'enseignement supérieur. En vertu de l'arrêté ministériel N 962 du 2 décembre 2020 portant habilitation des établissements de l'enseignement supérieur à la formation en vue de l'obtention d'un doctorat au titre de la nouvelle saison universitaire,

le centre universitaire Cheikh Amoud Benmokhtar a été qualifié pour former des doctorants dans les filières des sciences économiques et commerciales, dans six postes répartis sur le droit des affaires (3), la comptabilité et la fiscalité approfondie (3), a indiqué le recteur, Moussa Aboubakr. La nomenclature d'enseignement et de formation du centre universitaire d'Illizi a été étoffée, au titre de la nouvelle saison (2020/2021), de deux (2) nouvelles spécialités d'enseignement, en l'occurrence l'informatique et les mathématiques, ouvertes

en osmose avec le marché de l'emploi, a indiqué le même responsable. L'on relève également dans le cadre de la promotion de la qualité d'enseignement et de la recherche scientifique, l'ouverture d'un nouveau laboratoire dédié aux études économiques liées au tourisme saharien et son impact sur le développement économique, aux aspects inhérents aux mécanismes de diversification des ressources économiques et à l'investissement en économie moderne, a-t-on ajouté de même source.

SOUK AHRAS

16 milliards DA consacrés à des projets au profit de 251 zones d'ombre

Pas moins de 251 zones d'ombre de la wilaya de Souk Ahras viennent de bénéficier de projets nécessitant une enveloppe financière de 16 milliards de dinars, apprend-on samedi auprès des services de la wilaya. Selon la même source, ces projets portent essentiellement sur le raccordement aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, d'eau potable, l'ouverture de piste, revêtement des routes, réalisation de salles de soins, de structures éducatives, de terrains de proximité en plus de logements ruraux. Cette enveloppe permettra de financer 507 projets, dont 157 ont déjà été réceptionnés dans divers secteurs, selon les mêmes services qui

précisent que ces projets concernent 90.000 habitants sur une population globale de 542.716 âmes. Selon la même source, l'objectif de ces projets est d'améliorer les conditions de vie de ces populations en favorisant les activités notamment agricoles notamment à travers les communes de Ouled Driss, Ain Zana, Mechroha, Khedara et Ouled Mouneme. Selon des responsables de la Direction des ressources en eau, 380 millions DA ont été affectés pour l'exécution de 60 projets à travers plusieurs communes, notamment le forage de puits, la construction de châteaux d'eau et la réalisation de réseaux d'alimentation en eau potable.

TRANSITION ÉNERGETIQUE S'ouvrir davantage sur les financements internationaux

Le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) a recommandé dans son rapport annuel de s'ouvrir davantage sur les bailleurs de fonds internationaux pour financer la réalisation des projets d'énergie renouvelables en Algérie.

Selon le rapport, il est préconisé "d'ouvrir les portes grandes ouvertes aux financements internationaux dans le cadre de la protection de l'environnement, la lutte contre le changement climatique et le développement durable, dont le pays n'en a que très peu profité jusqu'à maintenant".

En effet, des organismes tels que le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), Fonds Vert pour le Climat (FVC), Climate Technology Centre & Network (CTCN), peuvent être sollicités pour un appui financier moyennant la présentation de projets porteurs en relation avec leurs activités respectives, note le CEREFÉ.

Dans ce rapport intitulé "Transition énergétique en Algérie : Leçons, état des lieux et perspectives pour un développement accéléré des énergies renouvelables", le Commissariat a émis plusieurs recommandations permettant l'augmentation progressive de la part des sources renouvelables dans le mix énergétique national.

Il recommande, dans ce cadre, d'intégrer les projets d'éclairage public solaire dans les plans de développement des communes et des nouvelles cités à travers des actions de planification énergétique. Toutefois, il est impératif d'établir un référentiel national pour assurer la qualité des installations et les adapter aux conditions environnementales et climatiques spécifiques aux diverses régions du pays, et d'œuvrer pour la qualification des bureaux d'études intervenant dans la filière du renouvelable et inciter les entreprises y activant à être certifiées.

D'ailleurs, une réflexion a été lancée au niveau du Commissariat afin de remédier à l'absence de critères réglementaires en matière de qualification des installateurs et bureaux d'études, "ne serait-ce qu'à titre transitoire et ce dans les meilleurs délais afin de permettre une élaboration rigoureuse des cahiers des charges en la matière".

Le rapport souligne, dans le même sillage, que les projets de nouvelles villes notamment ceux de Hassi-Messaoud, Boughzoul et El-Menea peuvent servir de modèles régionaux en matière de développement des énergies renouvelables.

Evoquant l'importance d'entreprendre une restructuration "très profonde" en matière de gestion du réseau électrique national, le CEREFÉ a exprimé sa volonté de procéder à l'élaboration, dans les limites de ses compétences, de cahiers des charges précis portant sur des projets pilotes fédérateurs, en détaillant le rôle de chaque intervenant et en introduisant concrètement les concepts d'autoconsommation, autoproduction et le stockage.

S'agissant du volet "Efficacité énergétique", le rapport préconise de réorganiser de manière rationnelle le monde du transport qui est à la fois "dense, fortement pollueur et coûteux" pour le pays.

Il est donc recommandé d'accélérer le développement intégré des transports en commun en se basant notamment sur la généralisation du transport ferroviaire, d'accélérer la cadence de transformation du parc roulant national en GPL/c en agissant surtout "en amont", mais aussi de se préparer à l'utilisation généralisée de la voiture électrique qui devrait connaître un grand essor durant la prochaine décennie.

Concernant le secteur résidentiel et tertiaire, le rapport recommande d'introduire une réglementation thermique stricte quant à l'octroi des permis de construire, en limitant, à titre d'exemple, les appareils électriques énergivores (lampes à incandescence) tout en veillant à leur substitution par d'autres, assurant le même service mais avec plus d'efficacité (lampes LED).

En outre, le Commissariat juge nécessaire d'actualiser l'étiquetage énergétique des équipements mis sur le marché national "tout en interdisant l'auto-étiquetage qui se pratique actuellement en mettant le logo de l'APRUE sans que celle-ci ne fasse aucun audit énergétique pour le valider".

Il est également recommandé, dans le cadre de l'élaboration des études architecturales des nouvelles constructions notamment les plus importantes (cités, hôpitaux, hôtels, universités, sièges administratifs...) de réserver l'emplacement des systèmes à énergie solaire (panneau solaire, chauffe-eau solaire).

S'agissant du secteur industriel, le rapport prône l'encourageant des usines à devenir eux-mêmes auto-producteurs à travers le déploiement de leurs propres moyens de production à base de ressources

LOI ORGANIQUE RELATIVE AUX LOIS DE FINANCES Lancement de la formation des cadres institutionnels

Le ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane a présidé la cérémonie de lancement du programme de formation des cadres de différents secteurs pour la mise en œuvre efficace du cadre budgétaire prévu par la Loi organique 18-15 relative aux lois de Finances (LOLF).

Intervenant à l'occasion de la première session de formation, le ministre a fait savoir que "cette session constitue une première étape de formation intégrant les bases principales de généralisation des concepts de la LOLF afin que l'ensemble des acteurs des administrations, des ministères et des différents organismes du pays puissent assimiler la teneur de cette réforme". "Ce programme, engagé par les services du ministère des Finances, se veut non seulement un programme de formation et d'information en matière de réforme budgétaire mais aussi un programme d'échange et de partage", a-t-il souligné.

Il a en outre fait observer que "ce programme de formation traduit l'importance accordée au renforcement des capacités des acteurs budgétaires pour leur permettre d'exercer efficacement leurs attributions". Selon lui, le but de la réforme budgétaire est de maîtriser les dépenses publiques et de les orienter vers des projets économiquement efficaces.

"Les dispositions de la nouvelle Loi organique a pour objectif de faciliter le passage d'une logique budgétaire de moyens vers une logique budgétaire de résultats", a-t-il affirmé. Ainsi, M. Benabderrahmane a rappelé que la réforme budgétaire portera sur l'application des prin-



cipes de bonne gouvernance et reposera sur la gestion par la performance, la modernisation et l'informatisation des outils budgétaires ainsi que sur la transparence et la maîtrise des risques.

Par ailleurs, lors d'un point de presse en marge de cette rencontre, le ministre des Finances a fait savoir que la LF 2021 intègre d'ores et déjà le concept de rationalisation des dépenses publiques et leur orientation vers les projets porteurs de valeur ajoutée.

Les mécanismes budgétaires de la LOLF sont ainsi mis en œuvre progressivement jusqu'à un niveau intégral fixé à 2023. D'autre part, M. Benabderrahmane a indiqué que le premier pas vers la transparence est la publication du "budget citoyen" sur le site du ministère des Finances.

"Chaque citoyen a la possi-

bilité de consulter les recettes et la destination des dépenses de l'Etat ainsi que les recettes fiscales et parafiscales ainsi que l'affectation de ces dépenses", a-t-il assuré.

De plus, le ministre a annoncé que lors de la semaine en cours, un site interactif du ministère des Finances sera inauguré, permettant à l'ensemble des citoyens et des opérateurs économiques d'accéder aux différentes directions générales du ministère des Finances.

Ils auront également la possibilité de faire part de leurs préoccupations en matière bancaire ou sur les questions d'assurance. Interrogé sur le financement du déficit budgétaire, le ministre a appelé à "ne pas dramatiser", soulignant que l'économie nationale possède de nombreux atouts qu'elle n'a pas encore déployés.

"Par exemple, l'endettement intérieur par rapport au PIB en Algérie est le plus faible dans la région, d'autres pays ont des niveaux d'endettement extérieur très importants. De plus, la BCE (Banque centrale européenne) et la FED (banque centrale américaine) ont fait appel à la planche à billet", a-t-il énuméré, notant que l'Algérie ne connaît pas ce type de contraintes. Soulignant que l'ensemble du gouvernement œuvre à concrétiser la nouvelle politique économique du pays, M. Benabderrahmane a plaidé pour la lutte contre "la bureaucratie négative" en changeant l'état d'esprit global. "Nous allons endiguer la bureaucratie négative là où elle se trouve pour permettre à l'investissement et au climat des affaires d'être optimaux afin que l'opérateur économique, notamment algérien, se retrouve dans un environnement stable et rémunérateur", a-t-il assuré.

Interrogé sur l'état des finances de la compagnie nationale Air Algérie, le ministre a affirmé que "l'Etat fera tout pour redynamiser les entreprises publiques les plus en vue". "Nous ne laisserons pas tomber notre tissu industriel national, public ou privé."

Mais on plaide aussi pour un changement du mode de gouvernance de certaines de ces entreprises pour qu'elles s'inscrivent dans une pérennité économique", a-t-il noté.

TRANSITION ÉNERGETIQUE Le CEREFÉ dresse une feuille de route

Le premier rapport annuel du Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) a permis d'esquisser une feuille de route visant à opérer une transition énergétique en Algérie, vers un système sobre, basé sur des modes durables et économiquement performants. Ainsi, le CEREFÉ souligne, dans ce rapport publié il y a quelques jours, l'importance de mettre la transition énergétique d'abord au service de l'économie nationale "comme catalyseur pour une véritable amorce de développement ascendant et soutenu de la nation".

Pour ce faire, il est recommandé d'identifier de manière "sereine et rigoureuse" tous les critères qui peuvent mener avec succès à l'objectif tracé, "sans pour autant verser dans l'improvisation et la précipitation qui ont prévalu jusqu'ici", écrit le CEREFÉ dans ce rapport dont l'APS a obtenu une copie.

La transition énergétique doit donc se baser sur "la conversion des effets des échecs du passé en arguments favorables à l'entame de réformes profondes mais salutaires à l'avenir, au lieu de chercher à rapiécer certains modèles obsolètes dont le démantèlement reste peu coûteux alors que leur relance est vouée à être sans lendemain sur le plan économique".

Le CEREFÉ note aussi que toute transition énergétique "n'a de sens stratégique pour un pays que lorsqu'elle est essentiellement élaborée pour répondre en premier lieu aux besoins locaux sur la base de prévisions fiables à moyen et surtout à long terme".

Concrètement, le Commissariat recommande d'ordonner les priorités quant aux premières orientations à suivre en matière de transition énergétique, en focalisant l'intérêt sur les plus gros usagers tels que les ménages et les transports afin "d'identifier au mieux des actions

adaptées qui s'adressent à la source même du problème et donc susceptibles d'être efficaces". Cette démarche doit être suivie d'une deuxième étape d'affinement, établie à partir des produits énergétiques à large consommation afin de scruter l'ensemble des solutions de substitution profitables selon des objectifs précis en termes économiques, impact sur l'environnement et assurance de la disponibilité à tout moment, selon le rapport.

Concernant l'usage des ressources énergétiques nationales (165 Mtep en 2018) qui reste marqué par l'exportation de 61 % des capacités en état brut, le CEREFÉ propose d'échelonner selon un calendrier "réaliste" la conversion en produits raffinés d'une partie des ressources primaires. "Il est évident qu'un développement local d'une industrie pétrochimique performante, dont les produits finis sont concurrentiels et ont des débouchés réels sur le marché international, serait la meilleure alternative.

Cette reconversion permet, en plus de l'assurance de revenus plus stables pour le pays, un développement notable de l'activité économique locale, créatrice d'emploi", soutient le Commissariat.

Par ailleurs, le rapport insiste sur la nécessité de "remodeler en profondeur" les besoins en termes de productions énergétiques destinées à la consommation intérieure, ajoutant que toutes les stratégies dans ce domaine à travers le monde s'articulent autour du réseau électrique. Sur ce point, le CEREFÉ estime que l'approche la "plus intéressante" pour commencer la transition énergétique serait d'ouvrir le réseau national d'électricité aux petits et moyens producteurs indépendants de l'énergie photovoltaïque. Il s'agit d'encourager l'option d'autoconsommation à travers un déploiement étudié et réglementé des installations solaires

photovoltaïques qui seront connectées au réseau de distribution en assurant des productions de petites ou moyennes capacités.

Cependant, l'arrivée de nouveaux modes de production à base de ressources renouvelables impose le basculement d'une gestion centralisée qui "devient périlleuse sur tous les plans", vers de nouvelles approches ouvertes aux techniques modernes, capable de prendre en charge les futures configurations qui se dessinent (réseaux intelligents, micro-réseaux). Abordant la libéralisation de la production d'électricité, le rapport a rappelé avoir institué l'ouverture effective de ce marché à la concurrence en décrétant la loi 02-01 du 5 février 2002, mais "les directives les plus significatives en la matière, comme la mise en place d'un opérateur marché, pourtant prévue avec insistance par cette même loi, ont été mise en veilleuse à ce jour".

Parallèlement à ces ajustements juridiques, l'intégration au réseau des productions intermittentes d'électricité à base de ressources renouvelables nécessite le déploiement de moyens de stockage de l'énergie électrique, fait remarquer le CEREFÉ qui recommande d'introduire au niveau national, "ne serait-ce qu'à titre d'installations pilotes", certaines techniques éprouvées en matière de stockage.

Il est également nécessaire d'introduire de manière progressive les nouvelles technologies relatives à la digitalisation de la gestion du réseau (compteurs communicants et intelligents) qui constituent un "préalable incontournable" au développement des productions décentralisées d'électricité à base de ressources renouvelables, notamment le solaire photovoltaïque au niveau des secteurs résidentiel et tertiaire.

AFRIQUE - COMMERCE

La ZLECA inaugure une nouvelle ère de progrès en Afrique, selon le président de l'Union africaine

L'accord relatif à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) a marqué le début d'une nouvelle ère de progrès, a déclaré samedi le président de l'Union africaine (UA), Cyril Ramaphosa.

"Le début des échanges commerciaux dans le cadre de la ZLECA, le 1er janvier, est l'une des étapes les plus importantes du projet d'intégration continentale", a-t-il déclaré lors du 13e sommet extraordinaire de l'UA, au cours duquel les dirigeants se sont réunis virtuellement pour discuter de la ZLECA et des conflits entre autres questions.

M. Ramaphosa a appelé le secteur privé à s'impliquer dans ce projet en investissant dans les ressources financières et le développement des infrastructures. Il a dit que l'accord commercial, qui est un signe que le continent est prêt à prendre en charge son développement, modifiera le commerce au



sein du continent et le rendra plus attractif en tant que destination d'investissement. "La ZLECA va stimuler le commerce intra-africain, promouvoir l'industrialisation et la compétitivité et contribuer à la création

d'emplois, et va déclencher des chaînes de valeur régionales qui faciliteront l'intégration significative de l'Afrique dans l'économie mondiale", a-t-il noté.

M. Ramaphosa a déclaré que la ZLECA favoriserait le multilatéralisme.

"Dans le contexte de l'évolution mondiale du commerce, y compris les menaces qui pèsent sur le système multilatéral, la zone de libre-échange d'Afrique est plus essentielle que jamais", a-t-il déclaré.

Il a ajouté que l'accord commercial devrait également être utilisé pour renforcer l'autonomie des femmes et pour accroître l'accès des femmes aux opportunités commerciales.

AFRIQUE

Un forum du 8 au 10 décembre sur le potentiel solaire des pays du G5 Sahel

La Banque africaine de développement (BAD) a annoncé l'organisation du 8 au 10 décembre courant, la 4ème édition du "Place du marché de l'énergie en Afrique" (AEMP) dédiée aux pays du G5 Sahel.

"La BAD organise du 8 au 10 décembre dans le cadre de l'initiative "Desert to Power", la 4ème édition de l'Africa Energy Market Place (Africa Energy Market Place, AEMP), dédiée aux pays du G5 Sahel : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad", a précisé l'institution africaine dans un communiqué publié sur son site web.

L'événement qui se déroulera de façon virtuelle et se tiendra sur le

thème "débloquer le potentiel solaire des pays du G5 Sahel".

Selon la BAD, l'AEMP- G5 Sahel 2020 a pour objectif de réunir les gouvernements, les bailleurs de fonds, les partenaires techniques et financiers autour d'une mobilisation de ressources pour les projets prioritaires et les réformes politiques clés identifiées dans les feuilles de route nationales de l'initiative "Desert to Power".

D'une durée de trois jours, cet événement donnera lieu à des sessions plénières avec les ministres de l'énergie des pays du G5 Sahel, des tables rondes par pays ainsi que des sessions thématiques pour discuter du dévelop-

ppement durable et du renforcement de la résilience dans ces pays, souligne le communiqué de la BAD.

L'AEMP est une plateforme d'investissement collaborative créée par la Banque africaine de développement dans le cadre du New Deal sur l'énergie pour l'Afrique, le partenariat transformateur pour éclairer et alimenter l'Afrique d'ici 2025.

Elle a été spécifiquement conçue pour aider les investissements privés dans le secteur de l'énergie en utilisant un modèle tripartite qui rassemble les gouvernements, le secteur privé et les partenaires de développement.

TUNISIE

Repli de l'inflation à 4,9% en novembre 2020

Le taux d'inflation a baissé à 4,9%, en novembre 2020, en Tunisie, contre un taux de 5,4%, un mois auparavant, a annoncé samedi l'Institut national des statistiques (INS) de Tunisie.

D'après l'INS, il s'agit du plus faible taux d'inflation enregistré depuis le mois de juin 2017.

Et de préciser que l'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et éner-

gie) s'est également, rétractée pour la 4e fois d'affilée, pour atteindre un taux de 5,9%, alors qu'elle était de l'ordre de 6,1% et 6,3%, respectivement en octobre et septembre écoulés.

Du côté des prix des produits libres (non administrés), le bilan de l'INS fait état de 4,9% contre 4,7% pour ce qui est des prix encadrés.

Les produits alimen-

taires libres, fait savoir la même source, ont enregistré une progression de 4,2% contre 4,6% pour les produits alimentaires encadrés.

Cette baisse de l'inflation, explique l'INS, est le fruit d'un ralentissement du rythme d'augmentation des prix de l'alimentation (+4,3% contre +5,6% en octobre), ainsi que celui des services de restauration et hôtellerie (+1,6% contre

+3,3%), en plus d'un repli des prix des produits et services de transport.

Evoquant les prix des services, la hausse de 5,5% "est due à la hausse des tarifs des services de restauration et cafés de 10,9%, des services de santé de 7,3% et des loyers de 5,4%.

Les prix à la consommation restent stables sur un mois", toujours d'après les chiffres de l'INS.

CÔTE D'IVOIRE

Réouverture de la première mine de bauxite

Les activités ont repris dans la première mine de bauxite en Côte d'Ivoire, un gisement à fort potentiel, après trois mois de fermeture en raison des violences électorales dans ce pays d'Afrique de l'ouest, a annoncé samedi son dirigeant.

"Le travail a repris, les expatriés (Européens, Asiatiques et Américains) sont de retour.

Nous sommes en train de procéder à la maintenance de l'outil de production", a déclaré Moumouni Bictogo, le PDG de Lagune exploitation Bongouanou (LEB), la société qui gère la mine de Bénédé, cité par l'agence AFP.

La sécurité de la mine située dans le centre-est du pays, épicentre des violences liées à l'élection présidentielle du 31 octobre, a été "renforcée", a précisé M. Bictogo, rappelant que "cet arrêt depuis le

mois d'août, en plus des difficultés du Covid, ont occasionné une perte de cinq milliards de FCFA (7,6 millions d'euros) de chiffre d'affaires.

"Nous avons débuté en 2019 l'exploitation de la mine et on espérait un pic de développement en 2020, malheureusement les événements successifs ont ralenti nos objectifs, notamment les exportations vers les raffineries extérieures", a-t-il expliqué.

"Nous comptons atteindre notre vitesse de croisière pas avant le premier trimestre 2021 et produire plus de deux millions de tonnes de bauxite brute dans les deux prochaines années", a-t-il poursuivi. LEB prévoit également de transformer 100.000 tonnes de bauxite brute par mois dès la troisième année, à travers un procédé de calcination, pour en extraire un produit semi-fini à très forte valeur

ajoutée. Etendu sur une superficie de 13.000 hectares, le gisement de bauxite de Bénédé a un potentiel de 245 millions de tonnes. La mine, qui emploie 200 personnes actuellement, vise 1.250 emplois avec son projet de transformation. Les violences électorales ont fait au moins 85 morts et près de 500 blessés depuis août, selon un bilan officiel. Le président ivoirien Alassane Ouattara a été réélu le 31 octobre pour un troisième mandat controversé.

Le sous-sol ivoirien contient des minerais très divers comme l'or (cinq mines), le diamant, le fer, le nickel, le manganèse (quatre mines), la bauxite ou encore le cuivre.

Seul l'or était jusque-là exploité industriellement.

L'activité minière contribue à 5% du produit intérieur brut de la Côte d'Ivoire.

CÔTE D'IVOIRE

Levée des sanctions contre le chocolatier américain Hershey

Le Conseil Café Cacao (CCC) de Côte d'Ivoire, l'organisme public qui gère la filière cacao, a levé vendredi la suspension des programmes de durabilité de Hershey dans le pays, annoncée lundi, selon une lettre adressée au géant chocolatier américain. "Cette levée de suspension fait suite à votre engagement définitif à payer le DRD" (différentiel de revenu décent), une prime de 400 dollars par tonne de cacao destinée à mieux rémunérer les planteurs, écrit le directeur général du CCC Yves Koné au groupe Hershey.

La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao avec plus de 40% du marché, et son voisin le Ghana, numéro deux avec plus de 20%, avaient lancé lundi une offensive médiatique sans précédent contre Hershey et Mars, accusant publiquement les deux géants chocolatiers de refuser de payer le DRD, alors que beaucoup de planteurs ouest-africains vivent dans la misère. Les deux groupes avaient protesté de leur bonne foi et assuré qu'ils soutenaient ce mécanisme, imposé par la Côte d'Ivoire et le Ghana en 2019.

Dans sa lettre, Yves Koné indique que la levée de la suspension a été décidée à la suite d'un entretien vidéo avec des responsables de Hershey le 1er décembre, dès le lendemain de la dénonciation publique.

Le CCC espère que "dans l'intérêt des producteurs, de vos intérêts propres et celui de la filière cacao, notre structure ne sera plus amenée à suspendre de nouveau les programmes Hershey en Côte d'Ivoire", écrit Yves Koné. On ignorait dans l'immédiat si le Ghana a également levé ses sanctions.

Les programmes de certification ou de "durabilité" des chocolatiers visent à garantir qu'ils achètent du cacao "durable" respectant des critères de production éthiques (n'entraînant pas de déforestation ou ne recourant pas au travail des enfants notamment).

Ils sont un élément de communication et de marketing important en direction des consommateurs occidentaux.

Ces accusations publiques, relayées jeudi par d'importantes organisations de planteurs de cacao ivoiriens qui avaient menacé de "boycotter" les multinationales du chocolat, pouvaient coûter cher en termes d'image et de ventes à ces groupes, déjà sur la sellette depuis plusieurs années sur les questions d'éthique. Les planteurs sont les parents pauvres du marché mondial du cacao et du chocolat, dont ils ne touchent que 6% des 100 milliards de dollars de revenus annuels. La moitié des planteurs ivoiriens vit sous le seuil de pauvreté, selon la Banque mondiale.

USA

La banque américaine "Citi Private Bank" optimiste pour les investissements en 2021

La banque américaine "Citi Private Bank" vient de publier un rapport sur les Perspectives économiques 2021 intitulé "Le nouveau cycle économique: investir dans un monde post Covid-19", a indiqué samedi un communiqué de Business Wire.

Citi Private Bank anticipe que "l'année 2021 tirera parti d'une économie ayant fait preuve de résilience face à la pire crise sanitaire mondiale depuis plus d'un siècle.

L'année 2020 a offert au monde entier la possibilité de tester l'avenir et de préparer la croissance alors que la pandémie s'effacera, a-t-elle noté.

"Les opportunités d'investissement de ce nouveau cycle économique reflèteront de nombreuses nouvelles réalités, façonnées par les impacts de la technologie sur notre quotidien durant cette pandémie, ainsi que sur les valeurs que nous partageons", a déclaré David Bailin, directeur de l'investissement chez Citi Private Bank.

Et d'ajouter, "Notre optimisme pour 2021 repose sur de solides institutions financières, des épargnes de ménage élevées et des niveaux croissants de confiance au sein des entreprises et des consommateurs."

Nous observons également un optimisme grandissant chez les investisseurs en raison des faibles taux d'intérêt qui permettront une reprise économique complète." La publication biannuelle fournit une perspective approfondie de l'économie mondiale et des marchés financiers pour l'année à venir et met en lumière les grandes tendances pour les portefeuilles client, a conclu le communiqué.

MONTAGNE

Bouira : la neige recouvre Tikjda et lui redonne sa splendeur hivernale

Drapées d'un burnous blanc, les hauteurs du Djurdjura, abritant la station climatique de Tikjda (nord-est de Bouira), ont renoué avec la splendeur de l'hiver, suite aux importantes quantités de neige tombées ces dernières 24 heures dans la région.

Après plusieurs semaines d'attente, la neige est revenue sur les sommets de la chaîne montagneuse du Djurdjura pour couvrir les hauteurs, notamment la station de Tikjda culminant à plus de 1400 mètres d'altitude.

Le site a enregistré ces dernières 24 heures d'importantes chutes de neige, qui, d'ailleurs, ont bloqué la route nationale 33 reliant Bouira à Tizi-Ouzou via le mont de Tizi N'Kouilal.

"La route a été rouverte ce matin par les services de la direction des travaux publics jusqu'à l'Akouker.

Les automobilistes ne peuvent pas aller au-delà de l'Akouker, il y a un risque de dérapage en ces périodes de neige et de verglas", a expliqué à l'APS le chargé de communication du Centre national des sports et loisirs de Tikjda (CNSLT), Mohamed Ameziane Belkacemi.

Aux alentours du site, beaucoup de familles ont préféré s'y rendre pour profiter de ces moments de neige.

Les cris de joie des enfants venus avec leurs familles et qui jouaient aux boules-de-neige au milieu de ce site féérique, créent une ambiance particulière.

"C'est pour le troisième jour consécutif que je viens ici avec ma petite famille pour admirer la blancheur de la neige à Tikjda, c'est vraiment magnifique, nous sommes en train de vivre une véritable joie notamment en cette période de pandémie qui nous a privé de tout", a avoué Idir, un quadragénaire venu de M'Cheddallah.

Une blancheur immaculée, qui recouvre les monts surplombant le site de Tikjda, a voilé les paysages grisonnant et noir des espaces naturels ravagés en été dernier par une vague d'incendies de forêts.

"La neige nous redonne de l'espoir et de la vie après une période de forte chaleur et d'incendies", a ajouté Idir.

Sur la route montant de Bouira vers le CNSLT, un grand nombre d'automobilistes se garent sur les bas-côtés pour se détendre et admirer avec leurs familles la beauté exceptionnelle que leur offre Dame nature en cette période hivernale.

"Durant le week-end, les visiteurs véhiculés ne trouvent pas facilement de places pour stationner leurs voitures, car il y a du monde", a confié Amar, un jeune âgé d'une trentaine d'années et issu du village de la Crête Rouge.

Les visiteurs ne peuvent pas, toutefois, accéder au CNSLT en cette période de crise sanitaire, où un strict protocole sanitaire est imposé uniquement aux employés du centre et aux équipes nationales notamment celle d'Athlétisme, en stage de préparation depuis le 11 novembre dernier.

"Nous, et tous les employés du centre ainsi que les membres de l'Equipe nationale d'athlétisme, sommes soumis à un strict protocole sanitaire pour lutter contre la propagation du virus de la Covid-19 à l'intérieur de cet établissement", a souligné M. Belkacemi.

A l'extérieur de la station, les familles ont brisé le mur de la peur pour sortir et rompre avec la routine du confinement qui a trop duré.

"Ce n'est pas évident de résister avec le confinement, la pandémie et la routine qui ont duré des mois, nous sommes obligés de rompre avec ce stress et pratiquer nos loisirs qui nous donnent de la joie", a reconnu le jeune Amar. Cette période de neige constitue aussi une aubaine aux amoureux du ski, dont beaucoup de sportifs viennent chaque hiver de plusieurs wilayas du pays pour pratiquer leur sport favori sur le mont d'Akouker, près de Tikjda.

"Cette année, c'est à cause de la pandémie de la Covid-19 que la pratique de ce sport a été suspendue, mais nous reprendrons après la fin de cette période de crise sanitaire", a expliqué le président de la ligue locale de ski et des sports de montagne, M. Mouloud Mouhous.

Bouira compte au total une douzaine de clubs de Ski, "mais, il n'y a que 4 à cinq clubs qui pratiquent ce sport sur le terrain. Les autres ont des problèmes de moyens.

Cette période de forte neige est idéale pour renouer avec ce loisir", a ajouté M. Mouhous à l'APS.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES VOLONTAIRES Annonce de la création du «Corps des jeunes volontaires»

L'annonce de la création du «Corps des jeunes volontaires» a été faite, samedi à Alger, à l'occasion de la Journée internationale des volontaires (JIV), célébrée le 5 décembre de chaque année.

Ce corps repose sur trois piliers fondamentaux : la relance d'une première plateforme nationale numérique dédiée aux jeunes volontaires, la création de la «Charte des jeunes volontaires» et l'institution d'une Commission ministérielle chargée d'organiser et de coordonner l'action de volontariat.

Cette plateforme nationale numérique permet aux jeunes de participer à l'action de volontariat au double plan local et national, à travers l'adhésion via l'application «Yadi» (main).

Lancée par un club scientifique universitaire «Micro club» composé d'étudiants de l'Université de Baz Ezzouar d'Alger, la plateforme qui a pour missions, de faciliter l'adhésion à l'action de volontariat, permet au volontaire d'obtenir une carte tenant lieu de «passport» propre à lui/elle et fournit des statistiques pré-



visions sur l'action de volontariat. La charte dédiée aux jeunes volontaires qui a été fondée, a pour but, d'encadrer l'action de volontariat, fixer les règles et déterminer les droits et devoirs des volontaires pendant l'accomplissement de leur action caritative, tout en les protégeant. Pour ce qui est de la commission ministé-

rielle qui aura la charge d'organiser et de coordonner l'action de volontariat, elle sera un trait d'union entre et les organisations, d'une part, et les associations de volontariat d'autre part et aura comme but, l'appui et l'accompagnement des opérations et des initiatives de volontariat. Le ministre de la Jeunesse et

des Sports, Sid Ali Khaldi qui a supervisé cette opération, a annoncé le lancement de la semaine nationale du volontariat des jeunes qui, a-t-il ajouté, «connaîtra des opérations de volontariat à travers plusieurs communes et wilayas du pays dans divers domaines, notamment sanitaire, social et environnemental, particulièrement dans les zones d'ombre».

Des pionniers de l'action de volontariat de l'année 2020 ont été distingués, pour les efforts consentis dans le volontariat dans divers domaines.

M. Khaldi a honoré la Direction générale des forêts (DGF), l'Association nationale de volontariat, l'Association «Ithran», le Club universitaire «Mi cro club», pour leur contribution, chacun à sa manière, au volontariat lors de l'année 2020, en dépit de la propagation de la pandémie de la Covid-19.

PERSONNALITÉS - DÉCÈS

Décès du moudjahid et ancien ministre Djelloul Baghli

Le moudjahid et ancien ministre Djelloul Baghli est décédé à l'âge de 91 ans, a indiqué samedi un communiqué du ministère des Moudjahidines et des Ayants-droit. Djelloul Baghli est né le 12 novembre 1929 à Tlemcen au sein d'une grande famille nationaliste attachée aux préceptes de l'islam, qui a veillé à son instruction car considérant le savoir comme une arme contre le colonialisme. Son parcours scolaire le mènera jusqu'à l'Université après l'obtention de son baccalauréat au début des années 1950. Après le déclenchement de la glorieuse Révolution de novembre 1954, Djelloul Baghli rejoint l'Organisation civile du Front de libération nationale (OCFLN) en 1955 avant de devenir membre fondateur de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) de juillet 1955 à 1962 et vice-président de son comité exécutif en 1960. Le défunt occupa également plusieurs

postes dans le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), notamment Chef de service culturel du GPRA à Tunis de mai 1961 à mars 1962, date du cessez-le-feu.

Au lendemain de l'indépendance, le moudjahid Djelloul Baghli participa à la reconstruction et n occupant plusieurs postes, dont Directeur de cabinet du délégué aux Affaires culturelles de l'exécutif provisoire à Rocher Noir (Boumerdes) en avril 1962. Chef de cabinet du ministre de l'Éducation nationale de septembre 1962 à novembre 1963, Assistant à la Faculté des sciences d'Alger d'avril 1964 à août 1965, Directeur général de l'Institut algérien du Pétrole (IAP) de septembre 1965 à décembre 1984, et membre et président de plusieurs comités internationaux dans le domaine de la production pétrolière. Il fut également Secrétaire général du ministère de la Santé publique de

janvier 1985 à mai 1988, Chargé de mission auprès du chef du gouvernement de mars à juillet 1992, ministre de la Formation professionnelle de juillet 1992 à septembre 1993 et président du Comité provisoire de direction du Croissant-Rouge algérien (CRA) de 2005 à 2006, à titre bénévole.

En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahidines et des Ayants-droit, Tayeb Zitouni, a adressé un message de condoléances à la famille du défunt, l'assurant de sa profonde sympathie suite à la perte d'un des symboles de la Révolution et d'un des cadres ayant grandement contribué à l'édification de l'Algérie indépendante, et priant Dieu Tout-Puissant d'accorder au défunt Sa sainte miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis parmi les martyrs et les saints et d'assister ses proches dans cette épreuve".

ALGER

Démantèlement de plusieurs bandes spécialisées dans le trafic de psychotropes

Les différentes brigades de police relevant de la Sûreté d'Alger ont mené plusieurs opérations ayant permis de mettre un terme aux activités de plusieurs associations de malfaiteurs spécialisées dans le trafic de drogues à Chéraga et aux Anassers, ont indiqué les services de la sûreté nationale samedi dans un communiqué.

La Brigade de police judiciaire (BMPJ) relevant de la sûreté de la circonscription administrative de Chéraga a réussi à mettre la main sur une association de malfaiteurs spécialisée dans le trafic de psychotropes au niveau de la cité Amara, en utilisant le parking d'une salle de jeux pour enfants afin de faciliter l'opération. Suite à une enquête diligentée par les éléments de la BMPJ, les sus-

pects ont été arrêtés en flagrant délit à l'intérieur d'un véhicule touristique en possession d'un sac poubelle contenant 15 plaquettes de 150 comprimés de psychotrope et ont saisi un montant de 192.800 Da issus du trafic.

Dans le même cadre, les services de la 3e sûreté urbaine des Anassers relevant de la sûreté de la circonscription administrative d'Hussein Dey ont réussi à mettre un terme à l'activité illégale de deux individus suspects d'être en possession de psychotropes aux fins de stockage et de commercialisation, relève le communiqué.

Agissant sur une information selon laquelle une personne aurait été suspectée de commercialisation de drogues et de psychotropes,

cachés dans son domicile, les investigations des services policiers ont mené une perquisition à la cité des Anassers, avant d'arrêter le mis en cause en compagnie de son ami qui a pris la fuite et avalé des stupefiants.

Après perquisition du domicile du deuxième suspect, les éléments de la Police ont saisi 16 comprimés psychotropes et un montant de 1400 Da.

Les services de la même brigade ont, par ailleurs, mis un terme à l'activité illégale de deux individus suspects de vol de câbles électriques de cuivre à Gardi (Kouba).

Informée d'un vol de câbles par deux individus à bord d'un taxi en direction de la gare d'Ain Naadja, la BMPJ a suivi les suspects et les a arrêtés en possession de deux

sacs plastiques contenant une quantité considérable de câbles de cuivre, précise la même source.

Dans le cadre de la lutte anticriminelle, la BMPJ relevant de la sûreté de Chéraga a démantelé une association criminelle s'adonnant au délit de vol.

Suite à une plainte déposée par une dame victime de vol à l'intérieur de son domicile, les éléments de la Police ont diligenté une enquête qui a révélé l'implication de la sœur d'un des voleurs, en amitié avec la fille de la requérante.

Les deux voleurs ont monté un plan et profité de la sortie de la victime et sa fille mineure de la maison, pour effectuer l'opération, a conclu le communiqué.

ONU - BÉNÉVOLES

Guterres salue l'importante contribution des bénévoles à la lutte contre la pandémie

Le Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres, s'est félicité de l'importante contribution des volontaires à la lutte contre la pandémie de Covid-19, appelant les gouvernements à promouvoir le volontariat et à soutenir l'action des volontaires.

"Au cœur de la pandémie de Covid-19, les bénévoles ont fait preuve d'un élan de solidarité exceptionnel à travers le monde.

Héros ordinaires, ils ont répondu aux appels à l'aide de leur communauté", a indiqué M. Guterres.

"Pendant que nous nous relèverons progressivement de la pandémie, les volontaires auront un rôle essentiel à jouer dans l'accélération de la transition vers des économies vertes, inclusives et justes", a-t-il souligné dans un message à l'occasion de la Journée internationale des Volontaires, célébrée le 5 décembre de chaque année.

M. Guterres a qualifié le volontariat, comme "l'épine dorsale de nos sociétés", exhortant, à cette occasion, tous les gouvernements "à promouvoir le volontariat, de soutenir l'action des volontaires et de prendre acte de leur contribution à la réalisation des objectifs de développement



durable (ODD)". Il a salué les volontaires qui collaborent souvent avec l'Organisation des Nations Unies, rappelant qu'"ils forgent un sentiment de solidarité, renforcent la cohésion sociale, et ils contribuent aussi à protéger les collectivités, notamment en aidant les plus démunis". Partout dans le monde, a-t-il encore rappelé, "des volontaires aident les groupes vulnérables, luttent contre la désinformation, éduquent les enfants, fournissent des services essentiels aux personnes âgées et apportent un soutien au personnel sanitaire de première ligne".

Le Comité international de la Croix-Rouge confirme la tendance, avec des centaines de milliers de nouveaux volontaires à travers le monde, dont 48.000 rien qu'aux Pays-Bas.

"On ne peut sans doute pas répondre (...) à toutes les offres de volontariat qui nous viennent de l'extérieur", raconte l'Adjointe à la Direction de Département des ressources humaines (Pôle volontariat) de la Croix-Rouge en Belgique francophone, Natacha Dewitte.

Grâce à l'afflux de volontaires, la Croix-Rouge a pu maintenir ses actions de secours comme ses actions sociales, et accompagner de façon inédite le tri devant les hôpitaux et les centres de test.

L'Organisation a même reçu l'offre exceptionnelle d'une société de production de cinéma et de casting qui est venue aider à la mise en place d'un hub alimentaire.

SÉNÉGAL
L'ambassadeur de l'Afrique du Sud retrouvé mort à son domicile (médias locaux)

L'ambassadeur de l'Afrique du Sud au Sénégal, Lénilin Shope, a été retrouvé mort à son domicile aux Almadies de Dakar, rapportent des médias locaux.

"Sa mort semble naturelle, aucune trace de violence n'ayant été constatée sur le corps par les gendarmes", a rapporté vendredi, L'Observateur. La découverte a été faite par son chauffeur, selon des médias africains. Le corps du diplomate a été acheminé à l'hôpital Principal de Dakar, selon l'agence Afrique Presse, AP. Le diplomate sud-africain a été testé positif au Covid-19 au mois de mai dernier, selon les mêmes sources. Une enquête est ouverte pour élucider les circonstances de son décès.

NICARAGUA

Fin des secours après la découverte de deux corps dans l'éboulement d'une mine d'or

Le gouvernement a mis fin aux opérations de sauvetage après l'éboulement d'une mine d'or artisanale dans le sud du Nicaragua samedi, après avoir localisé les corps de deux mineurs et considérant qu'il n'y a plus de victimes, a déclaré une source officielle.

"A ce stade, nous avons récupéré deux corps identifiés comme étant ceux d'Israel Sequeira et de Santos Herrera", tous deux originaires de la région de Rio San Juan, là où s'est produit l'accident, a indiqué un représentant du gouvernement local Johnny Gutiérrez au site officiel El 19 Digital. Il a précisé que "pendant la nuit, l'après-midi et toute la journée du samedi, ils ont travaillé sans relâche" pour sauver les mineurs, mais "que toutes les institutions impliquées

considèrent que malgré le travail de sauvetage et de recherche, il n'y a pas (davantage) de victimes". Au moins dix chercheurs d'or ont été bloqués vendredi dans cette mine artisanale, surpris par un éboulement à l'intérieur d'un tunnel, ont rapporté des médias officiels. Le média Radio Ya avait rapporté que l'éboulement avait "enterré" 10 personnes qui se trouvaient dans le tunnel.

Le quotidien La Prensa a rapporté pour sa part que selon des témoins, il y avait au moins 15 personnes piégées à l'intérieur de la mine.

L'accident s'est produit dans une mine située sur le territoire de la commune La Esperanza, dans le département de Rio San Juan (sud), à plus de 200 kilomètres au sud-est de la capitale. "Je pense qu'ils auraient dû

continuer les opérations de recherche jusqu'à ce qu'ils atteignent l'endroit où les mineurs travaillaient", a déclaré Amaru Ruiz, le responsable de la Fondation du fleuve, cité par l'agence AFP.

L'écologiste a expliqué que l'effondrement a eu lieu sur une colline où se trouvent plusieurs mines situées dans différentes propriétés privées, où les mineurs ont creusé plusieurs tunnels souterrains au fil des ans. Comme "la colline était engorgée par les pluies des derniers mois et qu'elle est faite d'argile, elle s'est effondrée", a expliqué M. Ruiz.

On estime que le Nicaragua compte environ 3.000 mineurs artisanaux, en plus des 5.000 employés par des entreprises minières établies dans le pays.

INDONÉSIE

Un ministre arrêté pour des soupçons de "corruption"

Le ministre indonésien des Affaires sociales, Juliari Batubara, a été arrêté dimanche par la police qui le soupçonne d'avoir "accepté 1,2 million de dollars de pots-de-vent liés" à l'aide alimentaire distribuée aux populations touchées par le nouveau coronavirus, rapportent des médias locaux.

"Juliari Batubara est poursuivi en lien avec la saisie

samedi, lors de perquisitions, de 1,2 million de dollars en liquide dans des valises et des sacs à dos.

Il s'est présenté de lui-même dimanche au siège de l'agence de lutte contre la corruption", a-t-on indiqué de mêmes sources.

Il est le deuxième ministre à être interpellé en quelques semaines pour des soupçons de corruption. "C'est l'argent du

peuple, c'est une aide qui est critiquée pendant la Covid-19 et pour la reprise économique nationale", a déclaré le président indonésien Joko Widodo après l'arrestation de M. Batubara, en promettant qu'il ne protégerait aucun responsable poursuivi pour corruption.

L'économie indonésienne, la plus grande d'Asie du Sud-Est, a été plombée par la pandémie et le gouvernement a multiplié

les programmes d'aide, notamment alimentaire, pour soutenir les nécessiteux. Des témoins ont accusé M. Batubara d'avoir touché plus d'un million de dollars de deux entreprises qui avaient été choisies pour fournir des colis d'aide alimentaire aux personnes affectées par la pandémie. Ils ont affirmé que M. Batubara recevait 10.000 roupies par colis.

ETATS-UNIS

Les fusillades à New York ont atteint de nouveaux sommets au cours des 11 premiers mois de 2020

Selon les derniers chiffres fournis par le département de police de New York (NYPD), au cours des 11 premiers mois de 2020, les fusillades à New York ont atteint des niveaux jamais vus depuis des années.

De janvier à novembre, le nombre de fusillades à New York a augmenté de 95% par rapport à la même période de l'année dernière, soit 1.412 contre 721, a indiqué le NYPD, ajoutant que rien qu'en novembre, le nombre de fusillades dans la ville a augmenté de 112% par rapport à la même période l'année dernière, soit 115 contre 51.

Le NYPD a par ailleurs indiqué que 40%

des personnes accusées de fusillade avaient déjà été arrêtées pour possession d'une arme à feu, tandis que 21% des victimes de fusillades en avaient également une.

"Quel que soit le défi, nos policiers du NYPD ont fait preuve d'innovation et de détermination pour faire leur travail cette année", a déclaré le commissaire de police Dermot Shea, ajoutant : "Notre travail pour réinventer le type de maintien de l'ordre que méritent les New-yorkais évolue constamment, conformément aux meilleures traditions de notre agence pour

refléter les besoins de chacun dans notre ville." Le NYPD n'a pas donné la raison de ce pic de fusillades, mais les médias locaux ont rapporté que le projet de gouvernement de la ville de transférer un milliard de dollars du budget de 5,9 milliards de dollars du département de police pour 2021 a conduit à une baisse de moral au sein des forces de l'ordre.

Dans le même temps, la pandémie de COVID-19 a fait au moins 24.323 morts dans la ville, déclenchant une fermeture partielle des entreprises et propulsant le taux de chômage à de nouveaux sommets.

IRAK
Reprise des cours dans les universités après une interruption de 9 mois

Quelque 800.000 étudiants universitaires ont repris les cours dimanche en Irak, après une interruption de 9 mois en raison de la pandémie de Covid-19, selon le porte-parole du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Haider Al-Aboudi.

Al-Aboudi a déclaré dans un communiqué que "le moment choisi pour le début de la nouvelle année universitaire 2020/2021 est un coup d'envoi annuel important pour la mise en œuvre des programmes scientifiques et du plan d'études préliminaires".

Le responsable irakien a confirmé que "près de 800 000 étudiants universitaires reprendront les cours dimanche".

Une semaine auparavant, et plus précisément dimanche dernier, environ 10 millions d'écoliers irakiens sont retournés à l'école.

Fin février dernier, les autorités ont décidé de suspendre les études dans les écoles et les universités du pays, dans une mesure qui tentait de contenir la propagation de l'épidémie de coronavirus.

Samedi soir, le nombre total d'infections au coronavirus en Irak avait atteint 562.520.

Le bilan des décès s'est élevé à 12.411 décès et 491.657 cas de rémission, selon le ministère irakien de la Santé.

SONATRACH Des dons à hauteur de 800 millions de dinars depuis mars



La Société nationale des hydrocarbures, Sonatrach, a consenti près de 800 millions de dinars de dons au profit de la lutte contre la propagation de la Covid-19 en Algérie, depuis le début de la pandémie en mars dernier, a-t-on appris dimanche du Groupe public.

Ces dons ont été octroyés à différentes infrastructures sanitaires à travers le pays, notamment sous forme d'équipements médicaux au profit de l'Institut Pasteur d'Algérie, de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) et des hôpitaux.

De plus, les travailleurs de Sonatrach ont contribué à titre volontaire à hauteur de 530 millions de dinars de dons versés au profit du compte de solidarité destiné à recevoir les dons et contributions de soutien à l'effort national de lutte contre la pandémie de la Covid-19.

Le Groupe public a également doté plusieurs wilayas du pays, notamment dans le Sud, de près de 400.000 masques de protection, près de 5.500 litres de gel hydro-alcoolique et d'importantes quantités de produits désinfectants pour un montant de plus de 44 millions DA.

Le Groupe public a également financé l'acquisition n au profit de la PCH d'équipements médicaux pour un montant de plus de 114 millions DA.

Toujours dans le cadre de son programme de lutte contre la propagation de la pandémie, Sonatrach a en outre aidé les laboratoires de l'Université des Sciences et des Technologies Houari Boumediène d'Alger pour l'acquisition de produits servant à la fabrication de produits antiseptiques. Contacté par l'APS, Mounir Sakhri, directeur de la communication au sein de la Société nationale des hydrocarbures, a indiqué que "Sonatrach a inscrit cette lutte comme une priorité afin de préserver, d'abord, la santé de ses travailleurs, puis afin de maintenir notre outil de production en activité et, ainsi, contribuer efficacement aux efforts consentis par les autorités publiques et les services sanitaires du pays pour lutter contre la propagation de la Covid-19".

"La responsabilité sociétale de Sonatrach est une politique sociale visant à soutenir et à promouvoir les domaines sportif, culturel et social", a rappelé M. Sakhri, expliquant que l'objectif est de renforcer les liens sociaux dans un cadre durable.

L'autre objectif, a-t-il fait savoir, est d'apporter le soutien à la politique de développement économique du pays.

Selon lui, Sonatrach continuera à accompagner et à valoriser les différents composants de la société dans le cadre de la politique des pouvoirs publics "car elle fait de la responsabilité sociétale une priorité inscrite dans le cadre d'une stratégie durable".

De plus, M. Sakhri a indiqué que l'entreprise effectue un dépistage systématique de ses employés et prend en charge le suivi des cas positifs.

"Ces mesures ont pour but de préserver la santé des travailleurs de Sonatrach mais aussi de maintenir la productivité de l'ensemble des installations de l'entreprise", a-t-il souligné, ajoutant que cela est permis par la mise en place d'un protocole sanitaire conçu par l'entreprise et validé par les autorités sanitaires du pays.

C O R O N A V I R U S

750 nouveaux cas, 529 guérisons et 15 décès

Sept cent cinquante (750) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 529 guérisons et 15 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, dimanche à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 88.252 dont 750 nouveaux cas, soit 1,7 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 2.516 cas, alors que le nombre des patients guéris est passé à 57.146, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 16 wilayas ont recensé, durant les dernières 24 heures, entre 1 et 9 cas, 14 autres n'ont enregistré aucun cas, alors que 18 wilayas ont enregistré plus de 10 cas. Par ailleurs, 44 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige



de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

COVID-19

Vers une baisse sensible des prix des PCR et tests antigéniques grâce à la production locale (ministre)

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Lotfi Djamel Benbahmad, a assuré que les tests PCR et antigéniques, destinés au dépistage du Covid-19, seront bientôt disponibles à des prix raisonnables grâce à leur production locale.

"Les tests PCR étaient importés au début (de la pandémie) pour 25 dollars (le test), avant que ce prix ne soit réduit à 12 dollars grâce au concours de l'Armée nationale populaire (ANP).

Aujourd'hui, avec les attestations de régulation, nous les importons entre 5 et 7 dollars.

Ils seront fabriqués localement pour l'équivalent de 2,5 dollars.

ce qui nous laisse entrevoir une meilleure accessibilité à ces tests par la population", a-t-il précisé à l'APS.

Le ministre a rappelé que certains laboratoires ont récemment baissé le prix des PCR à 9000 dinars.

Sachant que ces tests sont généralement disponibles à des tarifs allant de 12.000 DA à 17.000 DA.

Le ministre a également évoqué les tests antigéniques qui "seront également fabriqués localement".

"Nous les importons autour de 5 dollars/test, mais, une fois fabriqués localement, ils nous reviendront à 4 dollars/test.

A ce prix là, ils pourront être disponibles pour 1500 dinars ou 2000 dinars/test au niveau des laboratoires ou, peut-être même, au niveau des pharmacies, comme cela se fait dans un certain nombre de pays dans le monde", a-t-il avancé.

Le ministère de l'Industrie Pharmaceutique avait annoncé que les tests PCR et antigéniques allaient être produits par trois (3) laboratoires nationaux que sont "HUYP et IMD", pour les kits de prélèvement et de transport, avec une capacité de production journalière de 80.000 kits, "IMD", pour les kits réactifs PCR avec une capacité de production journalière de 10 000 kits, et "SALEM" pour les tests antigéniques, avec une capacité de production journalière de 30000 tests.

Interrogé, d'autre part, sur la "rareté" du Lovenox, un anticoagulant

qui fait partie du protocole thérapeutique contre le covid-19, le ministre a tenu à souligner que le Varenox, un générique du Lovenox, est fabriqué localement avec près de 200 milles de boîtes/semaine par le laboratoire Frater-Razes, 100% algérien.

Faisant remarquer qu'une pénurie mondiale de ce produit a été enregistrée, il a assuré que l'Algérie en disposait de 25 millions de seringues préremplies produites localement "ce qui nous rassure et nous conforte pour cette année et l'année prochaine" Déjà, pour cette année, la production de produit (Le Varenox) "a été multipliée par cinq" et cela nous permet d'économiser 60 millions de dollars (d'importations), a-t-il soutenu.

La Directrice générale de la Pharmacie centrale des hôpitaux, Fatima Ouakti, avait récemment indiqué que la PCH disposait actuellement d'un "stock suffisant" en Lovenox, ajoutant que son organe allait prochainement recevoir une quantité importée par un laboratoire.

Elle a ajouté que la PCH recevra ultérieurement un deuxième lot de Lovenox produit localement par un laboratoire national.

La production locale dérange les "lobbies de l'importation"

A la question de savoir si le marché algérien souffrait effectivement de quelques centaines de produits pharmaceutiques en rupture, comme cela a été rapporté par des acteurs du marché, le ministre n'a pas hésité à qualifier de "lobbies de l'importation" ceux qui "essayent de semer le doute sur les produits fabriqués en Algérie".

Plus explicite, il a argumenté que les produits cités comme étant "en rupture" ont généralement leurs équivalents fabriqués localement.

Cependant, des parties qu'il qualifie de "lobbies de l'importation" préfèrent, selon lui, les produits importés, considérant tout produit qui n'est pas importé comme étant en rupture, en dépit de la disponibilité de son générique.

Ainsi, les déclarations sur les rup-

tures de certains médicaments vitaux ont été faites, selon lui, "de manière volontaire" dans l'objectif de "saper les efforts du ministère de l'Industrie pharmaceutique qui est en train de mettre un plan d'action inédit pour l'Algérie, permettant de lutter contre la surfacturation (des importations) et d'assurer une croissance importante de la production nationale".

M. Benbderrahmane soutient que sa politique "dérange" ces "lobbies" car elle a permis de "révéler", à travers l'attestation de régulation, de nombreuses sociétés qui faisaient de la surfacturation, jusqu'à 130 fois le prix du produit".

Le président du syndicat national des pharmaciens d'officines (Snapo), Messaoud Belambri, avait récemment déploré la rareté de centaines de médicaments.

"Il y a 302 médicaments qui sont absents, tous nécessaires et répartis entre la production locale et ceux de l'importation", avait-il avancé, dans une récente déclaration à la presse.

Ces "pénuries" sont, selon lui, le résultat "d'un retard accusé dans la signature des programmes d'importation, de la faible numérisation du secteur et d'une précipitation vers la réduction de la facture d'importation, dès cette année, sans bien se préparer pour éviter des pénuries sur le marché".

Mais l'Association des distributeurs pharmaceutiques algériens (ADPHA) a affirmé mercredi dernier, dans un communiqué, que la vraie raison de la rareté de certains médicaments en Algérie n'est autre que la forte propagation de la pandémie du coronavirus qui a engendré une augmentation significative de la demande de certains produits, en plus des perturbations dans l'approvisionnement du marché mondial des matières premières.

Elle a ainsi estimé que la déclaration selon laquelle le nombre de médicaments manquants dépassent 300 médicaments relevait de "l'exagération", le nombre exact de ces médicaments ne dépassant pas, selon elle, 100 produits.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

Au moins 1.529.324 décès

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 1.529.324 décès dans le monde depuis son apparition fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles dimanche.

Plus de 66.498.750 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 42.166.400 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Sur la journée de samedi, 10.674 nouveaux décès et 652.466 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 2.527 nouveaux morts, le Brésil (664) et l'Italie (662).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 281.206 décès pour 14.584.706 cas recensés, selon le compte rendu de l'université Johns Hopkins.

Au moins 5.576.026 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 176.628 morts et



6.577.177 cas, l'Inde avec 140.182 morts (9.644.222 cas), le Mexique avec 109.456 morts (1.168.395 cas), et le Royaume-Uni avec 61.014 morts (1.705.971 cas).

Parmi les pays les plus

duement touchés, la Belgique est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 149 décès pour 100.000 habitants, suivie par le Pérou (110), l'Espagne (99),

l'Italie (98). La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 86.619 cas (18 nouveaux entre samedi et dimanche), dont 4.634 décès et 81.706 guérisons.

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient dimanche à 11H00 GMT 457.911 décès pour 13.452.163 cas, l'Europe 442.191 décès (19.585.889 cas), les Etats-Unis et le Canada 293.789 décès (14.991.542 cas), l'Asie 199.482 décès (12.705.883 cas), le Moyen-Orient 81.445 décès (3.480.566 cas), l'Afrique 53.564 décès (2.252.289 cas), et l'Océanie 942 décès (30.418 cas). Ce bilan a été réalisé à partir de données collectées par des médias auprès des autorités compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

ETATS-UNIS

Plus de nouveaux 214.000 cas signalés

Les Etats-Unis ont enregistré plus de 214.000 nouveaux cas d'infection au coronavirus pour la seule journée de samedi.

Au total, 214.099 infections et 2.439 décès dus au COVID-19 ont été signalés vendredi dans l'ensemble du pays, selon les données mises à jour par les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Il s'agit du deuxième jour consécutif où le nombre de cas a dépassé 200.000 et du 27e jour consécutif où l'augmentation quotidienne des cas a dépassé 100.000.

Les nouveaux cas enregistrés vendredi ont fait grimper la moyenne des cas quotidiens de COVID-19 sur sept jours à un niveau record de 179.410 cas,

et le nombre moyen de décès à 1.981, le plus élevé depuis fin avril.

Il y a actuellement 101.190 personnes hospitalisées aux Etats-Unis, selon les dernières données du Projet de suivi du COVID. Certaines régions du pays auront probablement à nouveau besoin de mesures temporaires "drastiques" et "draconiennes" - telles que des fermetures ou la suspension de procédures électives - pour protéger le système de santé national alors que le COVID-19 continue de se propager, a estimé le docteur Anthony Fauci, directeur de l'Institut national américain des allergies et des maladies infectieuses.

De vastes régions de Californie passeront sous le coup d'une nouvelle ordonnance de confinement dimanche

soir, car beaucoup d'entre elles ont atteint le seuil de 15% ou moins de la capacité des unités de soins intensifs (USI) dans le contexte de l'aggravation de la pandémie, ont indiqué les autorités sanitaires locales.

Selon les dernières données des USI, onze comtés du sud de la Californie, dont celui de Los Angeles, et douze comtés de la vallée de San Joaquin dans le centre de l'Etat ont atteint le seuil fatidique, a annoncé le ministère californien de la Santé publique dans un communiqué.

L'ordonnance régionale de confinement prendra effet dans ces comtés à 23H59 dimanche, heure locale (07H59 GMT) et sera en application pendant au moins trois semaines.

BRÉSIL

664 décès liés au Covid-19 au cours des dernières 24 heures

Le bilan de décès au Brésil a dépassé 176.000 après la mort de 664 personnes atteintes de COVID-19 au cours des dernières 24 heures. Le ministère de la Santé a indiqué que le bilan national s'élevait désormais à 176.628 morts. Par ailleurs, 43.209 nouveaux cas ont été signalés au cours de la

même période, ce qui en porte le total national à 6.577.177. Le Brésil est le deuxième pays du monde après les Etats-Unis ayant enregistré le plus grand nombre de décès, et se classe troisième en termes de cas de COVID-19, derrière les Etats-Unis et l'Inde.

ROYAUME-UNI

15.539 nouveaux cas de coronavirus et 397 décès

15.539 personnes supplémentaires ont été testées positives au COVID-19 au Royaume-Uni, ce qui porte le nombre total de cas de coronavirus dans le pays à 1.705.971, selon les chiffres officiels publiés samedi. Les décès liés au nouveau coronavirus dans le pays ont augmenté de 397 et sont désormais au nombre de 61.014, selon les données. Ces chiffres ont été publiés alors que les méde-

cins en chef britanniques ont prévenu samedi que l'hiver sera "particulièrement dur" pour les services de santé en raison du coronavirus, malgré les espoirs suscités par les vaccins. "Bien que les nouvelles très bienvenues concernant les vaccins nous permettent d'envisager l'année 2021 avec plus d'optimisme, le déploiement des vaccins n'aura qu'un impact marginal sur la

réduction du nombre de personnes entrant dans les services de santé avec le COVID au cours des trois prochains mois", ont déclaré les médecins en chef d'Angleterre, d'Ecosse, du Pays de Galles et d'Irlande du Nord dans une lettre adressée à leurs collègues.

Les experts ont exhorté le public à faire preuve de retenue et d'autodiscipline, en particulier à l'approche de Noël.

PORTUGAL

Déplacements interdits pour les fêtes de fin d'année

Le Portugal va assouplir pendant la fête religieuse de Noël les restrictions décidées pour freiner la propagation du coronavirus (Covid-19) afin de permettre aux gens de rendre visite à leurs proches mais les mesures seront à nouveau renforcées quelques jours plus tard en vue des fêtes du Nouvel An, a annoncé samedi le gouvernement.

Le Premier ministre Antonio Costa a déclaré aux journalistes qu'aucune interdiction de voyager à l'intérieur du pays

ne serait imposée entre le 23 et le 26 décembre, mais que les déplacements entre régions seraient à nouveau proscrits le soir du Nouvel An.

Aucune fête de rue ne sera autorisée le 31 décembre, les rassemblements en plein air seront limités à un maximum de six personnes et tout le monde devra avoir regagné son domicile à deux heures du matin, a également déclaré Antonio Costa.

CORÉE DU SUD

Séoul durcit ses restrictions face à une nouvelle vague épidémique

La Corée du Sud a relevé dimanche son alerte sanitaire à Séoul et dans la région de la capitale au deuxième niveau le plus élevé, en raison d'une flambée du nombre de cas de nouveau coronavirus, rapportent des médias.

Les autorités sanitaires avaient initialement réussi à contenir l'épidémie, grâce à une stratégie de tests et de traçage des contaminations.

Mais celles-ci sont récemment reparties à la hausse, pour dépasser désormais les 500 nouveaux cas par jour.

La Corée du Sud a encore confirmé dimanche 631 nouveaux cas, soit le chiffre quotidien le plus élevé en neuf mois. Ils ont été détectés pour leur très grande majorité à Séoul et dans sa périphérie, a annoncé l'Agence coréenne de contrôle et de prévention des maladies. "Nous sommes face à la crise la plus grave depuis le début de l'épidémie", a déclaré dimanche le Premier ministre Chung Sye-kyun. Tous les rassemblements de plus de 50 personnes vont être interdits et les compétitions sportives se dérouleront désormais à huis clos.

Les cafés ne serviront qu'à emporter, tandis que le service en salle dans les restaurants ne sera autorisé que jusqu'à 21H00.

Ces mesures resteront en vigueur jusqu'à la fin de l'année, a ajouté M. Chung. Depuis le début de l'épidémie, la Corée du Sud a enregistré un peu plus de 37.000 cas de nouveau coronavirus. Elle avait été un des premiers pays fortement touchés après l'apparition du virus en Chine.

CANADA

Trudeau ne prévoit pas de grandes levées des mesures sanitaires cet hiver

Le Premier ministre canadien, Justin Trudeau, a mis en garde ses concitoyens contre la propagation de la pandémie de la Covid-19, dont la deuxième vague frappe le pays de plein fouet, affirmant qu'il n'y aura pas de grandes levées de restrictions sanitaires cet hiver.

"Il ne faut pas s'attendre à ce que l'assouplissement des règles de restrictions soit trop rapide. On a encore de longs mois qui nous attendent", a indiqué Justin Trudeau lors d'une interview accordée, samedi, à l'émission "Les faits d'abord", diffusée par le média public "Radio Canada". Appelant à la prudence, le Premier ministre a souligné que "la Covid-19 fait aussi des ravages chez des gens en santé", tout en indiquant qu'il ne faudra pas espérer de grandes levées des mesures sanitaires cet hiver.

"Rappelons que les prérogatives dans le domaine de santé au Canada relèvent des attributions provinciales et l'intervention, directe ou implicite des autorités fédérales d'Ottawa, provoquent souvent des polémiques dans le pays", a-t-il dit. Evoquant la vaccination, Trudeau a relevé que "les doses attendues de vaccins seront adm inistrées en priorité aux populations vulnérables", précisant, à ce propos, que "la vaccination de l'ensemble de la population prendra nécessairement du temps".

Le Canada a commandé, jusqu'à présent, 358 millions de doses de vaccins de plusieurs laboratoires pharmaceutiques mondiaux, notamment Pfizer, Moderna, Novavax, AstraZenec et Medicago. S'agissant de la réouverture des frontières du Canada avec les Etats-Unis, Justin Trudeau a estimé que cette mesure "ne semble pas non plus envisageable", dès lors que "la situation est grave aux Etats-Unis et devra certainement l'être un bon bout de temps encore".

Longues de près de neuf mille kilomètres, les frontières canado-américaines sont fermées depuis le 21 mars dernier, en raison de la propagation de la pandémie.

Cette mesure est renouvelée mensuellement, de commun accord, par les autorités des deux pays de l'Amérique du nord.

Au soir du samedi 5 décembre, le Canada déplore 12.589 décès liés à la Covid-19, sur un total de 408.918 contaminations, avec des guérisons au nombre de 324.882.

DROITIER OU GAUCHER ? ON PEUT L'OBSERVER PENDANT LA GROSSESSE

Une méthode mise en place par des chercheurs italiens permet de prédire si un enfant sera gaucher ou droitier dès 18 semaines de grossesse. Cette information pourrait permettre de diagnostiquer en avance certains troubles neurologiques.

Le premier objet saisi, ou crayon tenu, manifeste la préférence d'un bébé pour l'usage d'une main en particulier. Une étude réalisée par l'École internationale supérieur d'études avancées, à Trieste, en Italie, vient de montrer que cette inclinaison est observable à partir de 18 semaines de grossesse. Selon les chercheurs, savoir si un fœtus est droitier ou gaucher pourrait participer à une reconnaissance précoce de certains troubles neurologiques et mentaux. Leurs résultats sont parus dans la revue *Scientific Reports*.

UNE MÉTHODE TRÈS PRÉCISE. L'équipe a étudié les mouvements des mains de 29 fœtus à la 14e, 18e et 22e semaine de grossesse. Ils ont utilisé l'échographie 4D, permettant de visualiser en temps réel le fœtus, pendant des séances de 20 minutes. Ils ont étudié 3 types de mouvements :

ceux dirigés vers les yeux, vers la bouche, et vers la paroi utérine, comme contrôle. L'hypothèse est que les deux premiers types sont des mouvements nécessitant une plus grande précision, ils se feraient donc avec la main dominante. Neuf ans plus tard, les chercheurs ont comparé leurs prédictions avec la préférence manifestée par les mêmes garçons et filles. 86% des fœtus étaient devenus droitiers. En fonction des paramètres utilisés, l'équipe a obtenu une précision variant de 89% à 100%. Cette étude montre un niveau élevé de la maturation et de la spécialisation du système moteur in utero. À partir de 18 mois de grossesse le fœtus a montré une plus grande utilisation de sa main dominante. Être droitier ou gaucher est inscrit dans notre ADN. Cela traduit la prévalence d'un hémisphère cérébral par rapport à l'autre. Cette caractéristique a parfois été



associée à des pathologies impliquant une asymétrie cérébrale, telles que la dépression, la schi-

zophrénie ou l'autisme, rappellent les chercheurs. Les prédictions apportées par leur méthode

pourraient être un bon point de départ pour la reconnaissance, en amont, de ces pathologies.

Droitier ou gaucher, c'est une question de gènes

Pourquoi plus de 90% de la population mondiale est droitière ? Des chercheurs ont identifié une explication génétique à ce phénomène.

Une étude génétique a mis en avant un processus biologique qui détermine si l'on est droitier ou gaucher. Des scientifiques des universités britanniques d'Oxford, de St Andrews et de Bristol en collaboration avec le Max Planck Institute aux Pays-Bas, ont trouvé une corrélation entre la préférence droite-gauche et un réseau de gènes impliqués dans cette asymétrie dans des embryons.

Dans la revue *PLOS Genetics*, les auteurs expliquent avoir découvert un gène, le PCSK6, qui serait associé à la "latéralité" dans l'embryon. Dans des études antérieures, il s'est avéré qu'un dysfonctionnement de ce gène chez les souris cause des défauts d'asymétrie du côté gauche. Autrement dit les rongeurs montrent un positionnement anormal de certains organes avec un cœur et un estomac à droite et un foie à gauche par exemple. Les chercheurs ont trouvé que des variants d'autres gènes pouvaient causer des défauts du côté gauche,



quand ces gènes étaient inactifs. Chez les humains, l'inactivité de certains gènes pourrait donc expliquer pourquoi 10% d'entre eux sont plus habiles de la main gauche. Si vous faites partie de la minorité de gauchers, n'allez surtout pas conclure que vous traînez un quelconque handicap. Au contraire, plusieurs études ont suggéré que les gauchers ont tendance à être plus créatifs que les droitiers. Ils seraient plus intuitifs, plus rapides en sport, plus doués car plus prompts à exploiter la partie gauche de leur cerveau.

Et si être gaucher était lié... à l'allaitement maternel ?

Selon une étude américaine, les nourrissons nourris au biberon seraient associés à la gaucherie. L'allaitement jouerait en effet un rôle pendant le processus cérébral qui définit, en partie, la main dominante.

L'usage de la main gauche pour écrire, manger ou réaliser les tâches au quotidien est appelé la gaucherie. Plusieurs hypothèses existent pour expliquer cette préférence pour la main gauche, présente chez environ 10 % des Français. Selon certains scienti-

ifiques, la dominance d'une main sur l'autre pourrait se décider dans le ventre de la mère. Un taux de testostérone plus élevé, notamment, déterminerait le fait d'être gaucher. Mais une récente étude de l'Université de Washington (États-Unis) apporte une nouvelle piste de recherches.

D'après les résultats, publiés dans le journal *Laterality: Asymmetries of Body, Brain and Cognition* en décembre dernier, la prévalence de la gaucherie serait plus faible chez les nourrissons nourris au

sein que ceux nourris au biberon. Une découverte identifiée chez environ 500 couples mère-enfant. Au contraire, ces conclusions n'impliquent pas que l'allaitement maternel mène à utiliser sa main droite. Les auteurs rappellent que la maniabilité, qu'elle soit droite ou gauche, est définie tôt dans la vie du fœtus et qu'elle est en partie déterminée par la génétique. Cependant, ces recherches permettent de mieux comprendre le développement de fonctions cérébrales complexes, qui détermi-

nent le choix définitif du nourrisson. Elles mettent en fait en lumière le moment où la région du cerveau dédiée au contrôle se localise sur l'un côté du cerveau, l'hémisphère droit ou l'hémisphère gauche. Ce processus est appelé « latéralisation du cerveau ». « Nous pensons que l'allaitement maternel optimise le processus subi par le cerveau lors de la consolidation de la prise en main », confirme dans un communiqué le Pr Philippe Hujuel, auteur de l'étude.



mbre 2020

Comment aider les enfants gauchers

Comment aider un enfant gaucher, plongé dans un monde fait par et pour les droitiers? Revue de détails.

À l'école, un enfant gaucher est rapidement confronté à des tracas que ne rencontrent pas ses camarades droitiers. Essayez donc de mesurer une longueur avec une règle en parlant de la droite: vous serez obligé de faire une soustraction... Et ce n'est que l'une des difficultés: comment pencher son cahier pour écrire sans tordre son poignet, découper la feuille de dessin avec des ciseaux pour droitiers...

"La première façon d'aider son enfant est de détecter sa dextérité manuelle le plus tôt possible. Cela permet d'avertir l'enseignant dès le départ", souligne le docteur Michel Galobardès. Le repérage de la main habile peut même se faire très tôt puisque, dès l'échographie, il est souvent possible de déceler la préférence de l'enfant. Quel pouce suce-t-il si c'est la gauche, il a de fortes chances d'être gaucher. Les médecins les plus entraînés peuvent même le voir selon les gestes des cérébelles. "On naît gaucher comme on naît brun ou blond" souligne le médecin.

Ne pas copier sur les droitiers. À l'école, la liberté est entrée dans les classes et on laisse faire les gauchers. Tout le monde s'en réjouit. "Mais est-ce suffisant?" s'interroge le docteur Galobardès. Ces enfants vivent dans un monde de droitiers, auxquels ils doivent s'adapter seuls. Ne serait-il pas mieux de les aider à s'ajuster à ces contraintes? "Si on laisse les gauchers seuls face à l'apprentissage de l'écriture, ils vont tordre leur poignet afin d'avoir la main perpendiculaire à la ligne. Autant leur apprendre à bien placer leur cahier. Leur main se positionnera correctement, ce qui leur épargnera la fatigue physique liée aux torsions" avance le spécialiste à la pointe de la recherche pédagogique en ce domaine.

À nous, parents, d'être attentifs au moment des devoirs, et d'aider notre enfant à bien se placer sur sa chaise, face à ses cahiers penchés vers la droite. L'idéal: lui acheter aussi des fournitures spécialement adaptées: ciseaux, stylo-piloon, règle graduée de droite à gauche... pas si futile que certains droitiers le pensent. Même de la main droite, impossible, de tailler un crayon dans le sens contraire des aiguilles d'une montre. Or, ce sens est celui qui est logique pour les gauchers.

MON ENFANT EST GAUCHER ÇA CHANGE QUOI ?

La fait d'avoir une dominance à gauche dès l'enfance, qu'il s'agisse d'écrire de la main gauche, ou d'être gaucher de l'oeil, a longtemps été perçu comme source de difficultés pour les concernés, dans une société conçue pour les droitiers. Mais en vrai, est-ce que ça change beaucoup de choses? Il suffit juste un peu d'adaptation, selon Magali Dussourd, orthophoniste. Ses conseils.

Plus question de contraindre les gauchers de nos jours, s'ils choisissent librement leur "bon" côté, on peut les aider à s'adapter à un monde pensé pour les droitiers. Les conseils de Magali Dussourd, orthophoniste.

Les gauchers n'ont pas de mal à apprendre à écrire.

Les enfants gauchers manient aussi bien le crayon que les droitiers et développent sans mal leur motricité fine (les plus petits mouvements). Mais ils ont peut-être une stratégie qui leur est propre pour commencer à écrire. Ce qui est difficile pour eux: tracer des lettres de la gauche vers la droite, car ils cachent automatiquement ce qu'ils viennent de rédiger avec leur poignet. Et, pour peu qu'ils tiennent leur feuille en l'inclinant vers la gauche pour imiter les concrets, ils ne voient plus ce qu'ils font. Ils peinent également à mémoriser les lettres à tracer, à bien les calibrer, à écrire droit...

Heureusement, les enseignants sont maintenant formés pour faciliter les apprentissages des gauchers dès la maternelle, rassure Magali Dussourd, orthophoniste. Ils peuvent aider l'enfant à bien positionner sa feuille. Par exemple, quand il s'agit de recopier des lettres, le modèle est à situer en bout de ligne à droite pour qu'il reste toujours visible

lorsque le gaucher écrit...

L'école peut mettre à leur disposition du matériel adapté (les ciseaux, notamment). Enfin, les parents peuvent acheter des stylos dont l'encre sèche très vite pour éviter que la main n'étale l'encre sur la page. C'est par ces petites astuces que l'on met les enfants en confiance", insiste notre spécialiste.

LORS QU'ON EST GAUCHER, CE N'EST PAS PLUS DIFFICILE

"Les gauchers n'éprouvent pas plus de difficultés que les droitiers dans le domaine de la lecture", explique Magali Dussourd. Si l'enfant peine un peu à enchaîner les mots, puis les phrases, c'est peut-être qu'il se perd dans la ligne, faute de suivre avec le bon doigt. S'il prend naturellement le gaucher, il cache la gauche: il vient de lire et rapidement, il se sait plus où il est dans le paragraphe. "Il peut aussi avoir l'impression de vite se fatiguer en lisant, preuve qu'il a encore du mal à mobiliser son œil directeur pour guider sa lecture", prévient l'experte. Dans ce cas, les parents peuvent demander conseil à un orthoptiste. Ils peuvent également trouver sur Internet des "cartes à flèches" à positionner sous la ligne et qui permettent de mieux guider l'enfant dans le sens de la lecture. Enfin, s'il est vrai que l'on compte un peu plus de



gauchers parmi les enfants dyslexiques, les cas restent rares. Ils ne relèvent pas d'un problème de latéralisation et supposent une stratégie adaptée.

LES GAUCHERS SÉRIERAIENT PLUS CRÉATIFS

Les gauchers mobilisent spontanément l'aire droite du cerveau, celle de l'humour, de la reconnaissance visuelle (la gauche étale celle du langage)", souligne l'orthophoniste. On a donc pu dire qu'ils étaient plus intuitifs que les droitiers, plus rapides en sport (notamment parce qu'ils surprennent leurs adversaires droitiers), et même plus doués de manière générale,

puisqu'ils sont contraints d'exploiter aussi la partie gauche de leur cerveau. Les droitiers étant moins poussés socialement à s'appuyer sur leurs deux hémisphères, ils seraient moins avancés. Vrai? Difficile de tenir une savante comptabilité entre les génies gauchers et droitiers. Mais rappeler simplement qu'il existe des sportifs ou des artistes gauchers de renom permet de proposer des modèles valorisants.

ET S'IL EST AMBIDEXTRE ?

Ni gaucher ni droitier, il se sert avec autant d'aisance de sa main droite que de la gauche. Bien plus

nombreux que les purs gauchers, les ambidextres représentent 30 % des enfants scolarisés (et un Français sur 10). Ces enfants mettent souvent davantage de temps à acquérir de l'aisance dans leurs mouvements et dans les apprentissages scolaires.

Ces enfants ne cessent pas de faire un choix entre le côté droit et le côté gauche, ce qui inhibe leurs réflexes et les rend plus lents. Jusqu'à 6 ans, ce n'est pas un problème. Après, la consultation d'un psychomotricien peut valoir le coup, pour aider le petit à déterminer son côté de préférence et à développer des réflexes.

C'EST PROUVÉ : ES GAUCHERS SONT MEILLEURS EN MATHÉMATIQUES

Êtes-vous gaucher ou droitier? Selon une nouvelle étude italobritannique, ce paramètre (apparemment anodin) pourrait influencer notre niveau en mathématiques.

Vous êtes une quiche en maths? Rassurez-vous, ce n'est -peut-être- pas de votre faute: une nouvelle étude menée conjointement par des chercheurs de l'Université de Liverpool (en Angleterre) et de l'Université de Milan (en Italie) affirme que les gauchers sont généralement plus doués en mathématiques que les droitiers.

Pour en arriver à cette -surprenante- conclusion, des psychologues italiens et britanniques ont soumis 2300 étudiants italiens âgés de 6 à 17 ans à un exa-

men de mathématiques: celui-ci se composait de questions simples (des additions, des soustractions...) mais aussi de problèmes plus complexes (géométrie, algèbre...). Chaque participant a ensuite passé un test baptisé Edinburgh Handedness Inventory: l'objectif de celui-ci est de définir le pourcentage de prédominance d'une main sur l'autre. En clair, il s'agit de calculer à quel degré une personne est droitière ou gauchère: un individu 100 % droitier sera absolument incapable d'accomplir des gestes basiques avec la main gauche par exemple, tandis qu'un individu « 50/50 » sera ambidextre.

Pour rappel, les experts estiment que, dans le monde, on



compte environ 930 millions de gauchers: en France, ceux-ci représenteraient 10 % à 13 % de la population, avec une moyenne de 6 garçons pour 4 filles*. Résultat? « Les adolescents gauchers obtiennent des résultats vraiment supérieurs à la moyenne. Nous avons observé une différence de niveau en mathématiques de 5 à 10 % environ », explique Giovanni Sala, psychologue à l'Université de Liverpool et principal auteur de ces travaux.

Heureusement, le fait d'être droitier ou gaucher n'est pas le seul facteur qui influence les résultats en mathématiques. Ainsi, en septembre 2014, des scientifiques montraient qu'un déficit en thyroxine au cours de la grossesse pouvait faire baisser le niveau en arithmétique de l'enfant.

Et en août 2015, une autre étude affirmait que les enfants sportifs étaient plus « mathexu » que les autres.

LIBYE

Le Comité international de suivi appelle à soutenir le dialogue politique

Le Groupe de travail politique (PWG) du Comité international de suivi sur la Libye (IFCL) a tenu une réunion lors de laquelle les parties prenantes libyennes ont été exhortées à soutenir les résultats du dialogue politique soutenu par l'ONU.

La réunion a eu lieu jeudi pour "passer en revue les progrès accomplis jusqu'à présent en ce qui concerne le volet politique libyen et examiner comment les participants au processus de Berlin peuvent soutenir davantage ces efforts", a déclaré samedi la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) dans un communiqué.

Lors de la dernière réunion du Forum de dialogue politique libyen (LPDF), les coprésidents du PWG (Algérie, Allemagne, Ligue des Etats arabes et MANUL) ont encouragé tous les participants au LPDF à "convenir rapidement, sous les auspices de la MANUL, des modalités susceptibles de permettre la mise en place du Conseil de Présidence restructuré et du nouveau gouvernement d'unité nationale", ajoute le communiqué.

Selon le communiqué, les coprésidents ont également appelé toutes les parties prenantes libyennes à garantir l'intégrité du processus du LPDF, à faire preuve de modération dans leurs déclarations publiques et à s'abstenir de tout discours de haine et de rhétorique.

Au total, 75 Libyens représentant l'éventail social et politique de la société libyenne ont participé au LPDF parrainé par l'ONU, qui s'est tenu du 7 au 15 novembre à Tunis, la capitale tunisienne, pour discuter d'une feuille de route politique pour parvenir à une paix durable en Libye déchirée par la guerre civile.

Les factions libyennes ont signé un accord de cessez-le-feu permanent le 23 octobre à Genève.

SAHARA OCCIDENTAL

Djerad appelle à la relance du processus de règlement politique du conflit au Sahara occidental

L'Algérie a réitéré dimanche son appel à la nécessité de "relancer le processus de règlement politique" du conflit au Sahara occidental, appelant l'Union Africaine (UA) à "assumer sa mission de préservation de paix et de sécurité africaines" face aux graves développements qu'a connue, récemment, cette question.

Dans son allocution aux travaux de la 14e Session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine (UA) sur "Faire taire les armes en Afrique", tenus en visioconférence, le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a déclaré: "notre projet de faire taire les armes ne saurait aboutir sans l'éradication des résidus du colonialisme en Afrique, conformément à la Déclaration des Chefs d'Etats et de Gouvernements de mai 2013 et de l'Agenda continental 2063 de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit, inaliénable, à l'autodétermination à travers un référendum libre et régulier au Sahara occidental.

Affirmant que les "graves" développements qu'a connue, récemment, la question sahraouie constituent un "réel motif de préoccupation et d'inquiétude" pour l'Algérie, du fait d'une inertie sans précédent et de



l'absence de "toute perspective de règlement", le Premier ministre a rappelé la position de l'Algérie appelant à la "relance du processus de règlement politique en accélérant la nomination d'un Représentant personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et la reprise des négociations entre les deux parties en conflit".

M. Djerad a appelé, dans ce cadre, l'UA à "assumer sa mission de préservation de

paix et de sécurité africaines" conformément à l'Acte fondateur de l'UA et au Protocole relatif à la création du Conseil africain de paix et de sécurité "afin de contribuer à la recherche d'une solution à ce conflit, qui n'a que trop duré".

Par ailleurs, et dans le cadre du principe constant de l'Algérie quant à l'impératif de mettre un terme aux conflits dans le Continent et dans le monde en général, le Premier ministre a appelé

dans son allocution "accélérer la définition et la délimitation des frontières entre les Etats et veiller au respect rigoureux du principe de l'UA sur le respect des frontières héritées à l'indépendance", afin d'empêcher que ces frontières communes entre pays africains "ne se transforment en source de conflits et de menaces pour la sécurité et la stabilité" de la région.

Notant cependant que "mettre un terme définitif aux conflits dans notre continent le cadre du principe +Solutions africaines aux problèmes africains+ demeure l'objectif escompté", M. Djerad a mis l'accent sur l'importance du "trijptyque paix, sécurité et développement", qui exige, a-t-il soutenu, le traitement des "causes des menaces sécuritaires et conflits, essentiellement la marginalisation, la pauvreté, la privation, et l'absence de perspective réelles de développement".

SOMMET EXTRAORDINAIRE DE L'UA

"Faire taire les armes" dans un continent miné par les conflits

Les travaux de la 14e session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) s'ouvrent ce dimanche à Johannesburg, sous le thème "Faire taire les armes: créer des conditions favorables au développement de l'Afrique", au moment où de nombreux conflits armés continuent de déchirer le continent.

L'UA ne cesse de multiplier les efforts afin d'atteindre l'objectif qu'elle s'était fixé il y a sept ans, de mettre fin aux conflits, de faire taire les armes sur le continent et d'éviter de léguer guerres et différends aux générations futures, un projet "réalisable", au vu des avancées enregistrées dans la promotion de la paix sur le continent, au cours des dernières décennies, selon les propos du Haut Représentant de l'Union africaine (UA) pour "Faire taire les armes", Ramtane Lamamra, tenus en février dernier lors du sommet de l'UA à Addis Abeba.

Malgré la persistance de l'instabilité dans de nombreux pays africains, Lamamra avait relevé que "l'organisation panafricaine fait face maintenant à moins de conflits qu'avant".

En 2004, l'UA était ap pelée à gérer une trentaine de conflits actifs.

D'après le Haut représentant, les causes des conflits sur le continent africain sont variées dont une proportion importante est due à une rivalité ethnique sur la succession politique, à des désaccords sur les modalités de conduite des élections nationales

ou sur les résultats des élections, ainsi qu'à des luttes de pouvoir au sein de l'Etat.

Des conflits surviennent également en raison de la lutte pour le contrôle et l'accès aux ressources naturelles et aux avantages qui en découlent.

La 33e session ordinaire du sommet de l'UA de février dernier était aussi l'occasion, rappelle-t-on, pour le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, de réaffirmer les engagements et les positions immuables de l'Algérie envers le règlement des conflits en Afrique et dans le monde, en affirmant que "la nouvelle Algérie en édification demeurera fidèle à ses principes et engagements et jouera, dorénavant, pleinement son rôle en Afrique et dans le monde".

Dans le même contexte, le président Tebboune avait également réitéré l'approche et l'engagement de l'Algérie dans le règlement des conflits, en soulignant qu'elle s'attèlera "toujours et inlassablement" au soutien des efforts visant l'instauration de la paix et de la sécurité en Afrique.

"Notre expérience réussie conforte notre conviction que le règlement des crises dans notre continent passe par la solution pacifique, le dialogue inclusif et la réconciliation nationale, loin de toute immixtion étrangère", avait-t-il, alors, déclaré.

Mercredi dernier, lors de son intervention lors des travaux de la 21e session extraordinaire du Conseil exécutif de l'UA, le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a émis

quelques observations concernant le projet africain visant à débarrasser le continent des affaires des conflits et des guerres.

Il a, à cet égard, souligné la nécessité de "reconnaître les efforts consentis par l'UA, de concert avec l'ONU et d'autres parties, pour atteindre ce noble objectif, lesquels efforts, a-t-il dit, ont donné de bons résultats dans de nombreuses zones de conflit en Afrique".

"La reconnaissance renouvelée du rôle accompli par notre organisation continentale et l'application du principe +les solutions africaines aux problèmes africains+ en collaboration avec nos partenaires, ont grandement contribué à la réalisation de ces résultats", a-t-il estimé.

40 millions d'armes détenues par des civils sur le continent africain

Toutefois, le chef de la diplomatie algérienne "a déploré le retour des foyers de tension armée dans le continent, voire même des tentatives récurrentes pour défaire le rôle de notre organisation et l'empêcher d'assumer ses responsabilités dans le traitement des causes africaines".

Citant le cas du conflit au Sahara occidental, occupé par le Maroc depuis 1975, M. Boukadoum a appelé mercredi dernier l'UA à assumer sa responsabilité notamment face aux tentatives d'imposer la politique du fait accompli dans les territoires d'un membre fondateur de l'UA.

A ce propos, le ministre sahraoui des Affaires étrangères,

Mohamed Salem Ould Salek a, de son côté, indiqué, devant la 21e session extraordinaire du Conseil exécutif de l'UA, que l'objectif de l'UA visant à faire taire les armes en 2020, se heurtait actuellement à un grand obstacle suite à l'occupation marocaine illégale de parties du territoire de la République sahraouie.

Et ceci intervient, a-t-il dénoncé, en violation flagrante des exigences de l'Acte constitutif de l'UA, notamment, les principes et les objectifs exprimés dans les articles 3 et 4, lesquels stipulent le respect des frontières existant, l'interdiction de recourir ou de menacer de recourir à l'usage de la force entre les Etats membres de l'Union et la nécessité d'un règlement pacifique des conflits.

A préciser que le sommet extraordinaire pour "Faire taire les armes en Afrique" sera marquée par l'intervention de plusieurs dirigeants sur ce sujet notamment le président en exercice de l'Union africaine, le président sud-africain Cyril Ramaphose, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, le président du Conseil de paix et sécurité de l'UA pour le mois de décembre 2020, Moeketsi Majoro, Premier ministre du Lesotho et Ramtane Lamamra en sa qualité de Haut Représentant de l'UA pour "Faire taire les armes".

De plus, un rapport du président de la Commission sur les activités et les efforts visant à faire taire les armes sera présenté par Smail Chergui, Com-

missaire à la paix et la sécurité.

Ce dernier avait récemment appelé à "une collecte urgente des armes illicites que possèdent les civils en Afrique", alors que l'UA estime à 40 millions le nombre d'armes actuellement en possession des civils sur le continent.

"Nous entreprenons actuellement la collecte des armes illicites en possession de civils.

La Commission de l'UA pour la paix et la sécurité, en partenariat avec Small Arms Survey, a récemment entrepris une étude cartographique sur les flux d'armes légères illicites en Afrique.

L'une des conclusions importantes de cette étude est le nombre d'armes détenues par des civils sur le continent africain, qui était estimé à 40 millions en 2017", avait fait savoir M. Chergui.

Selon l'UA, les 40 millions d'armes détenues par des civils sur le continent africain représentent environ 80% de toutes les armes sur le continent.

Et sur les 40 millions d'armes détenues par des civils, environ 5,8 millions sont enregistrées officiellement, tandis qu'environ 16 millions ne sont pas enregistrées. Le statut des plus de 18 millions d'armes restantes n'est pas clair, d'après l'UA. Il s'agit là d'"une source de préoccupation pour nous tous", avait affirmé M. Chergui réaffirmant que "le retrait de ces armes illégales de la circulation et de l'utilisation est donc essentiel pour réaliser la paix, la sécurité et la stabilité sur le continent".

PALESTINE

La Ligue arabe condamne le meurtre d'un enfant palestinien par balles israéliennes en Cisjordanie

La Ligue des Etats arabes a condamné, samedi, le meurtre d'un enfant palestinien, Ali Abu Alia, par balles israéliennes dans la ville de Ramallah en Cisjordanie occupée.

"Ce crime affirme que l'occupation israélienne ignore toutes les lois internationales", a indiqué dans un communiqué, le sous-secrétaire général pour la Palestine et les territoires arabes occupés, Saeed Abu Ali.

Il a condamné "l'un des crimes perpétrés quotidiennement contre le peuple palestinien, ses biens et ses lieux saints", appelant la communauté internationale "à œuvrer pour que l'occupation soit responsable de ses crimes". L'enfant palestinien, Ali Abu Alia, 13 ans,



a succombé, vendredi, à ses blessures par balles au niveau de l'abdomen dans le village d'Al-Mughayyir, relevant de Ramallah en Cisjordanie.

LIBAN

Des civils confisquent "l'équipement" d'une patrouille de l'ONU

Du matériel d'une patrouille de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a été confisqué par des civils, a indiqué samedi dans un communiqué cette force de maintien de la paix dans le sud du pays. Le "convoi" onusien traversait vendredi le petit village de Kaouthariyet El-Saiyad, en rega-

gnant l'une de ses bases, quand "un large groupe de civils (...) a déposé la patrouille de la Finul de son équipement", selon le communiqué, qui ne précise pas la nature de ce matériel.

Le convoi est reparti après l'intervention de l'armée libanaise mais "l'équipement n'a pas été rendu

aux soldats de la paix", a poursuivi la Finul. Une telle confiscation de matériel par des civils est rare mais la force onusienne connaît de temps en temps des incidents avec la population du sud du Liban. Les patrouilles onusiennes peuvent être prises à parti par des habitants, qui bloquent parfois leur passage.

FRANCE

Forte mobilisation pour les droits sociaux et libertés, sérieux incidents à Paris

Des incidents ont éclaté samedi à Paris lors d'une marche pour les libertés dans le cadre d'une journée nationale de manifestations, au lendemain d'une intervention du président Macron visant à apaiser la colère suscitée par des violences policières et par un texte de loi sur la sécurité.

Des voitures ont été incendiées et plusieurs vitrines brisées à l'avant du cortège, qui a démarré dans le nord de Paris sous haute surveillance policière, une semaine après une précédente manifestation parisienne qui s'était achevée avec de violents heurts.

Des projectiles ont été lancés sur les forces de l'ordre qui ont répliqué en faisant usage de gaz lacrymogènes, selon l'AFP.

22 personnes ont été interpellées, selon le ministère français de l'Intérieur.

Des rassemblements ont également eu lieu à Toulouse (sud-ouest), à Montpellier (sud), à Rennes (ouest) et Strasbourg (est). Certaines villes craignent de nouveaux débordements violents. A Bordeaux et Montpellier, les préfets ont interdit tout cortège dans l'hypercentre.

A Lyon, la manifestation n'est autorisée que sur la rive gauche du Rhône.

Au total, une centaine de rassemblements sont prévus dans tout le pays, avec pour mots d'ordre la défense des droits sociaux et celle des libertés.

Initialement prévue comme un rassemblement syndical contre la précarité, traditionnellement organisé par le syndicat CGT le premier samedi de décembre, la journée a en effet vu s'agréger la contestation contre les violences policières et la loi sécurité globale, qui mobilise les défenseurs des libertés depuis plusieurs semaines.

Un texte qui "porte atteinte à la liberté"

Le texte prévoit un encadrement de la diffusion d'images de policiers en opération, et ses détracteurs estiment qu'il porte atteinte "à la liberté de la presse, à la liberté d'expression et à la liberté de manifester", et va instaurer "des outils de surveillance de masse".

Les manifestants entendent aussi dénoncer les violences policières après deux affaires fin novembre qui ont provoqué une onde de choc en

France: le passage à tabac d'un producteur noir - pour lequel 3 policiers ont été inculpés - et l'évacuation brutale d'un camp de migrants à Paris.

"En deux ans, j'en ai vu des violences, c'est anormal qu'on ne puisse pas filmer", a déclaré à l'AFP Nadine, une "gilet jaune", mouvement de contestation sociale né fin 2018 marqué par des manifestations régulières pendant plus d'un an, dont certaines très violentes.

"Il n'y a pas opposition entre les libertés publiques et individuelles et le fait de se battre contre la précarité et le chômage, surtout dans la période", a estimé le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez dans le défilé parisien.

"Si on n'a pas de liberté pour manifester, si la presse est muselée, comment allons nous défendre nos droits?", a abondé Murielle Guilbert, co-déléguée générale du syndicat Solidaires.

Accusé de multiplier les mesures "liberticides", Emmanuel Macron a tenu vendredi à s'adresser directement aux jeunes, très présents lors des dernières manifestations, dans un entretien au média en

BANGLADESH

Le Conseil européen appelle le Bangladesh à cesser de déplacer des réfugiés rohingya sur une île déserte

Le Conseil européen des Rohingyas a appelé le Bangladesh à cesser de déplacer des réfugiés rohingya fuyant la répression en Birmanie sur une île déserte du golfe du Bengale. Dans un communiqué, le conseil a exprimé sa préoccupation face au projet de relocalisation au Bangladesh de plus de 100.000 Rohingyas sur l'île de "Bhasan Char".

"Nous exhortons la communauté internationale, à savoir l'administration américaine nouvellement élue, les pays d'Asie du Sud, la société civile et les organisations internationales, à empêcher le gouvernement bangladais de mettre en vigueur cette mesure", ajoute le Conseil.

Il a expliqué que l'île de Bhasan Char est exposée chaque année à des pluies torrentielles et des inondations, soulignant que "dans le cas où les musulmans rohingyas seraient forcés à s'y déplacer, ils feraient face à une catastrophe naturelle d'une ampleur impensable".

Vendredi, le Bangladesh a commencé à déplacer des réfugiés rohingya fuyant la Birmanie à la suite de violences et de persécutions, vers l'île de Bhasan Char, au large de la baie du Bengale.

En effet, certaines organisations internationales de défense des droits humains ont exprimé leur inquiétude face au déplacement forcé des réfugiés rohingyas par le gouvernement bangladais vers l'île déserte.

Selon des statistiques onusiennes, plus de 900 mille réfugiés rohingya, à majorité des femmes et des enfants, ont fui vers le Bangladesh, après que les autorités de Birmanie avaient lancé une campagne de répression contre cette minorité musulmane, dans l'Etat de l'Arakan (ouest), en août 2017. Le gouvernement de Birmanie considère les Rohingyas comme des "immigrants irréguliers" qui sont venus du Bangladesh, tandis que l'ONU les classe comme étant la minorité la plus opprimée au monde.

GUATEMALA

Troisième samedi de manifestation pour demander la démission du président

Des centaines de personnes ont manifesté pour le troisième samedi consécutif dans la capitale du Guatemala pour exiger la démission du président Alejandro Giammattei, qu'ils accusent de gouverner de manière opaque et pour demander que soient résolus les problèmes sociaux comme la pauvreté et la malnutrition des enfants.

La veille, le président a appelé les citoyens au dialogue dans une tentative d'apaiser la crise déclenchée mi-novembre par l'adoption du budget de l'Etat pour 2021 qui, selon les manifestants, ne répondait pas aux problématiques les plus urgentes du pays.

Le Parlement a suspendu le 23 novembre le budget, dont l'adoption a provoqué de violentes manifestations au cours desquelles le siège du Parlement a été incendié.

Le président a annoncé que des réunions de "dialogue et de consultation" commenceront la semaine prochaine afin de réorienter le budget vers la reprise économique et la reconstruction du pays après la pandémie de Covid-19 et les ouragans Eta et Iota au début du mois de novembre.

Le 20 novembre, le vice-président Guillermo Castillo avait proposé à M. Giammattei qu'ils démissionnent ensemble "pour le bien du pays", l'accusant de ne pas répondre aux demandes de transparence des citoyens.

"Nous voulons des changements profonds, pas des sottises superficielles" et "Changeons le système à la racine.

Démissionnez les corrompus", pouvait-on lire sur des pancartes brandies par les manifestants, accompagné de musiciens.

Lors du rassemblement, plusieurs personnes demandaient la démission des députés du gouvernement, accusés de promouvoir un programme corrompu, et ont appelé à une réforme de la Constitution.

CINÉMA

L'acteur et musicien Robert Castel n'est plus

Le comédien, chanteur et musicien français Robert Castel, connu pour sa participation dans le cinéma algérien et dans l'aventure de l'orchestre châabi "El Gosto", est décédé samedi à Paris à l'âge de 87 ans des suites d'une longue maladie, annoncent des médias.

Né le 21 mai 1933 à Bab El Oued à Alger, Robert Moyal, de son vrai nom, est le fils de Lili El Abbassi (1897-1969) une grande figure de la chanson maghrébine qu'il accompagne à la percussion puis à la guitare. Il se fait connaître avec la pièce de théâtre "La famille Hernandez", montée en 1957 avec la troupe du Centre régional d'art dramatique d'Alger.

En 1962, il quitte sa ville natale et s'installe à Paris avec la comédienne Lucette Sahuquet, qu'il épouse.

Devenu la figure de "l'humour pied-noir" en France, il enchaîne les sketches sur scènes et à la télévision en plus d'être distribué dans une soixantaine de films français entre 1957 dans "Les amants de demain" de Marcel Blisène et 2016 dans "Ils sont partout" de Yvan Attal.

En 1982 il fait une apparition remarquable dans le cinéma algérien en jouant dans "Hassan taxi", réalisé par Mohamed Slim Riad, avec des légendes comme Rouiched (Ahmed Ayad), Ouardia Hamitouche et Sidali Kouiret. En tant que musicien Robert Castel a renoué avec le châabi en intégrant l'aventure de l'orchestre "El Gosto" initiée en 2003 par l'architecte algéro-irlandaise Safinez Bousbia et le chef d'orchestre Mohamed Ferkioui, disparu en juillet dernier.

Ce projet qui, s'efforce de réunir les musiciens algérois, juifs et musulmans ayant fait partie de l'orchestre et de la classe de Hadj M'hamed El Anka au début des années 1950, s'est soldé par un film documentaire primé à l'étranger, l'enregistrement d'un album et une tournée internationale qui a emmené une troupe de 42 musiciens dans des pays comme la France, le Maroc, la Tunisie, la Suisse, la Belgique, les Etats-Unis ou encore les Pays-Bas.

Robert Castel laisse également un ouvrage biographique, "Je pose 75 mais je retiens tout" publié en 2008.

PATRIMOINE

Rencontre virtuelle "Rêvons la Casbah" jusqu'au 11 décembre

Une rencontre virtuelle avec de nombreux intervenants et experts algériens et étrangers sur le thème "Rêvons la Casbah d'Alger" a été inaugurée samedi par l'Association Arts et patrimoine d'Alger à l'occasion du 28e anniversaire du classement de cette cité millénaire au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco.

Cette rencontre qui se poursuit jusqu'au 11 décembre prévoit des débats autour de différentes dimensions du projet de réhabilitation de la Casbah d'Alger à l'image du volet administratif et juridique, économique et financier socio-culturel, technique ou encore esthétique.

Lors de cette première journée l'expert de l'Unesco Mounir Bouchnaki est revenu sur la chronologie du classement de la Casbah d'Alger au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco et a expliqué les avantages que peut représenter un pareil classement en plus de la relation entre les Etats membres et l'Unesco et les responsabilités de chacun dans la préservation du patrimoine culturel.

L'Agence nationale des secteurs sauvegardés (Anss) a également présenté un exposé des dispositions juridiques et administratives prévues pour la prise en charge des secteurs sauvegardés.

L'architecte et présidente de l'Association "Sauvons la Casbah d'Alger" Houria Bouhired a, pour sa part, relevé l'impact de la pandémie de coronavirus sur les chantiers et programmes de réhabilitation de la Casbah d'Alger, inscrits en 2018, et qui "sont à l'arrêt". Lynda



Ouar, Chef de projet pour la collaboration entre la wilaya d'Alger et la région Ile-de-France, initiée en mars 2017, a également pris part à cette première journée pour exposer le contenu de ces accords, dont les "ateliers techniques de revitalisation de la Casbah" signés en 2018 avec les ateliers Jean-Nouvel, en relevant que cette série de projets "n'avait pas abouti".

L'aspect technique de la restauration dans le projet de réhabilitation de la Casbah d'Alger a été longuement abordé par l'archéologue et membre rédacteur du dossier de classement de la Casbah,

Abdelmadjib Boukacem, qui est revenu sur le projet de la Citadelle d'Alger et son intégration dans un environnement urbain ainsi que sur les possibilités de recourir à des techniques de construction et de restauration contemporaines admises par l'Unesco.

Il a exposé dans ce sens le cas du Palais des Raïs -Bastion 23 comme un acte de démythification dans le processus de récupération et de restauration. La rencontre virtuelle "Rêvons la Casbah d'Alger" se poursuit jusqu'au 11 décembre sur la page de l'association Arts et patrimoine d'Alger.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DES RESSOURCES EN EAU
DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU DE LA WILAYA DE TIPASA
NIF : 099042015052736

Intitulé de l'opération : Réalisation des réseaux d'alimentation en eau potable à Ahmeur El Ain et Bourkika
Projet : Réalisation des réseaux d'alimentation en eau potable à Ahmeur El Ain et Bourkika en Deux (02) lots séparés :
Lot N°03 : Réalisation des réseaux de distribution d'eau potable à Bourkika.
Lot N°04 : Réalisation des réseaux de distribution d'eau potable à Ahmeur El Ain.

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°16/DRE/2020

La direction des ressources en eau de la wilaya de Tipasa lance un **avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales** pour **Réalisation des réseaux d'alimentation en eau potable à Ahmeur El Ain et Bourkika en Deux (02) lots séparés :**
Lot N°03 : Réalisation des réseaux de distribution d'eau potable à Bourkika.
Lot N°04 : Réalisation des réseaux de distribution d'eau potable à Ahmeur El Ain.

N.B :
Les entreprises intéressées par le présent appel d'offre peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots et pourront être retenu pour un seul lot selon l'ordre chronologique.
L'évaluation se fera lot par lot avec des moyens humains et matériels distincts pour chaque lot.
Si le soumissionnaire présente une seule liste des moyens humains et matériels pour l'ensemble des lots, on prend en considération l'attribution pour un seul lot selon la chronologie des lots.

Éligibilité des candidats :
Il s'agit d'un Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales destinée aux entreprises ayant un certificat de qualification et de classification professionnelle activité principale hydraulique, code 34.703 de Catégorie III et plus.
Conformément au décret présidentiel n°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

- Si l'une des conditions mentionnées ci-dessus n'est pas satisfaite par un soumissionnaire, son offre sera considérée comme non éligible et sera écartée.

Les cahiers des charges sont retirés auprès de la direction des ressources en eau de la wilaya de Tipasa - service de l'administration et des moyens - Route

du stade communal Tipasa Tél : 024 -37 -72 - 85.

La durée de préparation des offres est fixée à **quinze (15) jours** à compter de la date de la 1^{ère} publication de l'avis d'appel d'offres dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse jusqu'à **12H00mn**. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'entreprise doit présenter lors de retirer le cahier des charges certificat de classification et de qualification professionnelle.

La date de dépôt des offres est fixée au **quinzième (15ème) jour**, à compter de la date de la première de parution du présent avis sur les quotidiens nationaux, ou le B.O.M.O.P jusqu'à **12H00mn**. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date de dépôt des offres sera reportée ou jour ouvrable suivant à la même heure **12h00mn**.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'avis d'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante:

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » d'appel d'offres N°16/DRE/2020

L'objet de l'appel d'offres :
Réalisation des réseaux d'alimentation en eau potable à Ahmeur El Ain et Bourkika en Deux (02) lots séparés.

Lot N°

1 - Le dossier de candidature contient :

- Une déclaration de candidature (ci-joint doit être rempli, signée et cachetée par le soumissionnaire)
- Une déclaration de probité (ci-joint doit être rempli, signée et cachetée par le soumissionnaire).
- Les statuts pour les sociétés (dans le cas d'une SARL, SPA, EURL OU SNC).
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- Les références professionnelles : attestations de bonne exécution pour des travaux réalisés fournies par les maîtres d'ouvrages.
- Certificat de qualification et classification professionnelle.
- Liste des moyens humains et des moyens matériels dûment justifiée.
- Les chiffres d'affaires des trois dernières années (2017, 2018, 2019) justifié par les bilans financiers ou l'attestation C20, et l'attestation RIB pour le compte bancaire.
- Une copie de l'extrait du registre de commerce
- Copie des attestations de mise à jour CNAS, CACO-BATH, CASNOS.
- Extrait de rôle néant ou échéancier de paiement et carte fiscale.
- Extrait du casier judiciaire du Gérant de l'entreprise ou Directeur Général de la société (selon le cas).
- Copie de l'attestation de dépôt légal des comptes sociaux pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale (dans le cas d'une SARL, SPA, EURL OU SNC).
- Le numéro d'identification fiscale (NIF).

2 - L'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire (ci-joint doit être rempli, signée et cachetée par le soumissionnaire).
- Un mémoire technique ci-joint doit être rempli, signée et cachetée par le soumissionnaire (selon le modèle joint ou conforme à ce modèle).

- Le cahier des charges portant sur la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

- Planning des travaux.

Rq :

Le soumissionnaire doit remplir tous les renseignements notamment celle relative au renseignement utilisé dans les notations des offres.
Si le mémoire technique n'est pas remis ou n'est pas rempli (les informations concernant les moyens humains, matériels et délai d'exécution) ou non signé et non cacheté par le soumissionnaire son offre sera rejetée directement.

3 - L'offre financière contient :

- La lettre de soumission (ci-joint doit être rempli, signée et cachetée par le soumissionnaire).
- Le bordereau des prix unitaires (BPU).
- Le détail quantitatif et estimatif (DQE).
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis des dossiers de candidature, des plis techniques et financiers, le dernier jour de la durée de préparation des offres à **13h30mn**, qui se tiendra au siège de la Direction des Ressources en Eau de la wilaya de Tipasa, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à **13h30mn**.

Les offres resteront valides pendant une période équivalente à la durée de préparation des offres augmentée de **03 mois** à compter de la date de dépôt des offres.

N.B : Les pièces accompagnant les soumissions doivent être lisibles, en cours de validité.

INTERNET

Plainte du gouvernement Trump contre Facebook, accusé de recruter des étrangers

Le ministère américain de la Justice a annoncé jeudi avoir porté plainte contre Facebook pour "discrimination" à l'embauche, l'accusant de privilégier le recrutement de travailleurs étrangers sous visa temporaire par rapport aux Américains.

Selon la plainte, présentée dans un communiqué du ministère, Facebook a "intentionnellement créé un système d'embauche qui a empêché des Américains qualifiés d'avoir une chance de connaître et de se présenter" à 2.600 postes au cours des deux dernières années.

Le gouvernement de Donald Trump a tenté à plusieurs reprises récemment de restreindre les visas H1-B très utilisés dans le secteur des hautes technologies, mais s'est heurté à des revers devant les tribunaux.



USA-CHINE

Pas d'accord entre Washington et TikTok mais les discussions se poursuivent

Les Etats-unis et le groupe chinois ByteDance ne sont pas parvenus à un accord sur la vente des actifs américains de l'application TikTok dans le délai imposé par l'administration de Donald Trump, qui s'achevait vendredi à minuit, selon une source proche du dossier.

Les discussions se poursuivent toutefois entre l'administration de Donald Trump et TikTok, et les utilisateurs de la populaire application de vidéos légères devaient pouvoir continuer à utiliser le réseau social sur le sol américain samedi.

L'application du groupe chinois ByteDance est sous le coup d'une interdiction sur le sol américain depuis la signature le 14 août par Donald Trump d'un décret contraignant ByteDance à céder ses activités dans le pays. Le groupe avait obtenu deux délais consécutifs jusqu'à vendredi.

L'administration du président républicain sortant affirme que TikTok fait peser une menace sur la "sécurité nationale des Etats-Unis", soupçonnant la pla-

teforme de siphonner les données de ses utilisateurs au profit de la Chine.

Le réseau social rejette ces accusations et a engagé une contre-offensive judiciaire tous azimuts, qui s'est pour l'heure soldée par plusieurs succès.

Fin octobre, une juge fédérale avait bloqué temporairement un décret du président Donald Trump qui aurait empêché TikTok de fonctionner aux Etats-Unis.

Trois internautes rémunérés pour leurs prestations sur TikTok avaient saisi un tribunal en Pennsylvanie en demandant la suspension d'une partie de ce décret prévoyant d'interdire à des entreprises américaines de fournir des services essentiels à TikTok, comme l'hébergement en ligne.

A la suite d'une plainte distincte, un juge d'un tribunal de Washington avait aussi bloqué l'administration Trump fin septembre dans sa volonté d'obliger les plateformes de téléchargement d'applications mobiles à retirer TikTok. Parallèlement à cette bataille

juridique, les deux parties ont négocié une solution, Donald Trump voulant faire passer TikTok sous pavillon américain.

En septembre, il avait donné son accord de principe à une offre de ByteDance prévoyant qu'Oracle et Walmart prennent 20% des parts d'une société nommée TikTok Global, en charge des activités mondiales de la plateforme et dont le siège serait situé aux Etats-Unis.

Mais des proches du président avaient estimé que les investisseurs américains devaient exercer un contrôle majoritaire de la nouvelle entité. La position de ByteDance a par la suite évolué, le groupe proposant la création d'une société hébergeant ses activités américaines, ce qui laisse entendre qu'il serait prêt à abandonner sa majorité. Selon Dan Ives, analyste pour Wedbush Securities, ByteDance a tout intérêt à faire durer la situation en attendant l'investiture, fin janvier, du démocrate Joe Biden, dont le gouvernement pourrait adopter un ton plus mesuré face à la

Chine. "Dans cette partie de poker menteur aux forts enjeux, il est fort probable que ByteDance cherche à repousser les négociations sur un accord dans l'espoir que l'administration Biden supprime le décret, ce qui serait un changement fondamental de la politique technologique américaine vis-à-vis de la Chine et serait considéré comme un +rameau d'olivier+ tendu à Pékin", note l'expert.

TikTok compte 100 millions d'utilisateurs aux Etats-Unis et 700 millions en tout dans le monde.

Tout accord que conclura ByteDance sera aussi soumis à l'approbation de Pékin, qui impose des restrictions sur les exportations de technologies développées par des entreprises chinoises. Le fameux algorithme de TikTok, qui permet d'afficher les contenus les plus susceptibles d'intéresser les utilisateurs en fonction de leurs goûts, est au centre de toutes les attentions. La Chine veut éviter que ce précieux système informatique ne tombe dans l'escarcelle américaine.

CHINE - ESPACE

Premier amarrage en orbite lunaire

La sonde chinoise Chang'e 5, qui avait quitté jeudi la Lune pour ramener des échantillons sur Terre, a réussi dimanche à s'amarrer au module placé en orbite lunaire, une nouvelle première pour le programme spatial chinois, a annoncé dimanche l'Administration nationale de l'espace de Chine (ANEC).

C'était la première fois qu'un engin spatial chinois effectuait un rendez-vous et un amarrage en orbite lunaire. Les échantillons collectés sur la Lune ont été transférés du véhicule de remontée vers la capsule de retour, a indiqué l'ANEC.

Chang'e-5 est l'une des missions les plus complexes et difficiles dans l'histoire aérospatiale chinoise, ainsi que la première mission de collecte d'échantillons sur la Lune au monde depuis plus de 40 ans.

La sonde chinoise Chang'e-5, composée d'un orbiteur, d'un atterrisseur, d'un véhicule de remontée et d'une capsule de retour, a été lancée le 24 novembre, et sa combinaison atterrisseur-véhicule de remontée a touché le nord du Mons Rumker dans l'Oceanus Procellarum, également connu sous le nom d'océan des Tempêtes, sur la face visible de la Lune le 1er décembre.

Après que les échantillons ont été collectés et scellés, le véhicule de remontée de la sonde Chang'e-5 a décollé de la surface lunaire le 3 décembre.

La combinaison orbiteur-capsule de retour se séparera ensuite du véhicule de remontée et attendra le moment propice pour retourner sur Terre.

JAPON - ESPACE

Une sonde japonaise rapporte des échantillons d'astéroïde

Une sonde japonaise a largué sur terre dans la nuit de samedi à dimanche de précieux échantillons recueillis sur un astéroïde situé à quelque 300 millions de kilomètres de distance. La sonde Hayabusa-2, de la taille d'un réfrigérateur, avait été lancée en décembre 2014. Elle a déposé une centaine de milligrammes de particules de l'astéroïde Ryugu -- "le palais du dragon" en japonais. Les scientifiques espèrent qu'ils fourniront des indices sur le système solaire à sa naissance il y a 4,6 milliards d'années. La capsule contenant les échantillons a pénétré dans l'atmosphère terrestre peu avant 02h30 du matin dimanche heure du Japon (17h30 GMT samedi), créant une boule de feu semblable à la trace d'une étoile filante.

"Elle est enfin de retour après six années", a déclaré un commentateur de l'agence spatiale japonaise (JAXA) tandis que des responsables de l'agence filmés en direct manifestaient bruyamment leur joie. La capsule a touché terre dans le désert dans le sud de l'Australie où elle sera récupérée dans une zone couvrant quelque 100 km carrés grâce au signal émis par ses balises. Après cette livraison expresse, le travail de la sonde n'est pas terminé : les scientifiques de l'agence spatiale japonaise prévoient de prolonger sa mission de plus de dix ans en ciblant deux nouveaux astéroïdes.

CHINE - SATELLITE Lancement d'un nouveau satellite d'observation de la Terre

La Chine a lancé avec succès un satellite d'observation de la Terre dimanche à 11h58 (heure de Pékin) depuis le Centre de lancement de satellites de Xichang, dans la province du Sichuan (sud-ouest). Le satellite, Gaofen-14, a été envoyé en orbite par une fusée porteuse Longue-Marche 3B. Ce lancement est la 354e mission des fusées de la famille Longue Marche.

APS

STREAMING

Warner Bros sortira "Matrix 4", "Dune" et tous ses films en streaming

Les studios Warner Bros ont annoncé jeudi que tous leurs films prévus en 2021 aux Etats-Unis, dont les très attendus "Matrix 4" et "Dune", seraient diffusés sur leur plateforme de vidéo à la demande HBO Max parallèlement à la sortie en cinéma, pour s'adapter à la pandémie de coronavirus.

"Nous vivons dans une période sans précédent, qui nécessite de faire preuve de créativité pour trouver des solutions", a expliqué la PDG de Warner Bros, Ann Sarnoff, en présentant cette décision, qui devrait concerner



au moins 17 titres l'an prochain, parmi lesquels un "préquel" inspiré par la série "Sopranos" et une suite

au film de super-héros DC "Suicide Squad". Elle ne s'applique qu'aux Etats-Unis, le service HBO Max n'étant pas disponible à ce stade dans d'autres pays, où le catalogue Warner Bros sortira normalement dans les salles de cinéma l'an prochain.

Mi-novembre, Warner avait déjà annoncé que "Wonder Woman 1984" sortirait aux Etats-Unis simultanément dans les salles et sur HBO Max le jour de Noël, pour tenter de compenser l'impact de la pandémie qui a bouleversé Hollywood et le calendrier des super-productions.

TENNIS DE TABLE Kherouf (151^e) meilleur Algérien au classement mondial de décembre

Le pongiste algérien Sami Kherouf a terminé l'année 2020 à la 151^e position au classement mondial de tennis de table, faisant mieux que ses cinq autres compatriotes, selon la Fédération internationale de la discipline (ITTF).

Kherouf, à l'arrêt depuis mars dernier à l'instar de ses coéquipiers en sélection nationale en raison de la pandémie de Covid-19, a récolté 2705 points, devant Larbi Bouriah, 2966 avec 1210 pts et seul représentant du tennis de table algérien aux Jeux olympiques de Tokyo.

Les autres pongistes algériens classés sont Mohamed Sofiene Boudjadja (443e avec 665 pts), Mohamed Lazazi (484e, 565 pts), Aïssa Belkadi (683e, 305 pts) et Abdelbasset Chaïchi (855e, 210 pts).

L'Afrique est bien représentée dans le classement, avec notamment le Nigérian Aruna Quadri (20e, 8755 pts), l'Égyptien Yasser Omar (40e, 5680 pts) et son compatriote Ahmed Saleh (50e, 4935 pts).

Le classement mondial du mois de décembre est dominé par la Chine qui a placé trois pongistes sur le podium, dominé par Fan Zhendong (18490 pts).

En dames, l'Algérienne Katia Kessaci, classée 168e avec 2245 pts, devance ses coéquipières Lynda Loghraïbi (179e, 2085 pts), Sannah Lagsir (305e, 900 pts), Widad Nouari (396e, 640 pts), Hiba Ferredj (430e, 540 pts) et Yasmine Nasri (1054e, 25 pts).

Au niveau continental, les Égyptiennes Dina Mechref (35e) et Youssra Helmy (99e) représentent le tennis de table africain dans le Top 40 mondial.

À l'image des messieurs, la Chine domine le classement mondial des dames en plaçant trois de ses pongistes dans les premières positions.

SPORT AUTO / RALLYE DE MONZA Ogier tout proche d'un 7e titre mondial

Le pilote français Sébastien Ogier, sociétaire de l'écurie Toyota, est toujours en tête du rallye de Monza, dernière manche du Championnat WRC, avant la 16e et dernière épreuve spéciale, ce qui le place à seulement 14 km (la longueur de cette ES16) d'un 7e titre mondial.

"Je vais continuer comme ça, sur le même rythme, et j'espère que ça suffira", a indiqué Ogier au point stop de l'ES15, alors qu'il avait endore 20 secondes d'avance sur Dani Sordo et Ott Tanak, le champion de 2019.

Les deux premières spéciales de cette matinée de dimanche, dans le parc du circuit de Monza où se tient chaque année le Grand Prix d'Italie de Formule 1, ont permis à Ogier de gérer son avance, les pilotes Hyundai devant absolument finir sur le podium pour que la firme coréenne conserve le titre des constructeurs.

Elfyn Evans, le coéquipier gallois d'Ogier chez Toyota, a repris la course et visera les cinq points de bonus dans la Power Stage finale (ES16), qui sera disputée à partir de 12h18 locales. Si Ogier remporte le rallye, il sera certain d'être sacré pour la 7e fois, quel que soit son résultat dans la Power Stage.

APS

HAND / MONDIAL-2021 (PRÉPARATION) L'Algérie présente au tournoi de Varsovie du 26 au 29 décembre

L'équipe nationale de handball prendra part à un tournoi amical de préparation à Varsovie (Pologne), du 26 au 29 décembre, en vue du Mondial 2021 en Egypte (13-31 janvier), a annoncé samedi soir la Fédération algérienne de handball (FAHB).

Outre l'Algérie, ce tournoi verra la participation de la Pologne (pays hôte), de la Russie et de la Biélorussie, précise la même source.

L'Algérie entamera le tournoi le 27 décembre face à la Biélorussie, avant d'affronter la Pologne (28 décembre) puis la Russie (29 décembre).

Avant ce tournoi, l'équipe nationale affrontera à deux reprises son homologue polonaise les 21 et 22 décembre.

Le Sept national a entamé mardi dernier un stage bloqué à Alger, sous la houlette du sélectionneur français Alain Portes, en présence de 21 joueurs.

Ce stage de "reprise", après plus d'un mois d'arrêt à cause de plusieurs cas positifs de Covid-19 détectés dans l'effectif, enregistre le retour des joueurs évoluant dans le championnat du Qatar, à savoir Hichem Kaâbache et Noureddine Hellal, sociétaires d'Al-Ahly, ainsi que de Mustapha Hadj Sadok (Al-Wakrah). Après ce regroupement



qui s'étalera jusqu'au 9 décembre, les coéquipiers de Messaoud Berkous s'envolent pour la Pologne, dans ce qui sera la première étape pré-compétitive.

L'équipe nationale disputera aussi deux matchs amicaux face à son homologue bahreïnien à Manama, en marge d'un stage qui débutera

à la fin du mois courant. Elle s'envolera pour le Caire le 11 janvier prochain pour prendre part au Championnat du monde.

Au Mondial-2021, le Sept algérien fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Inde.

Les Algériens débiteront le tournoi contre le Maroc le

14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier).

En Egypte, les "Verts" vont signer leur retour sur la scène mondiale après avoir brillé par leur absence lors des éditions de 2017 en France et 2019 en Allemagne et au Danemark.

KHENCHELA 600 millions de dinars pour la réhabilitation des terrains de football communaux

Une enveloppe financière de 600 millions de dinars a été mobilisée par la direction de la jeunesse et des sports (DJS) de Khenchela en vue de la réhabilitation des terrains de football communaux, a annoncé samedi le directeur du secteur.

Ce montant a été alloué à la wilaya de Khenchela dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales pour le financement de 15 opérations de réhabilitation de terrains de football à travers le territoire de la wilaya, a déclaré à l'APS, Larbi Taouahria.

Ces opérations consistent en la pose de pelouse synthétique, l'aménagement des vestiaires et les portes d'entrées principales et la construction d'une clôture,

a expliqué ce responsable, précisant que ces terrains sont situés dans les communes de Yabous, Remila, M'Toussa, Tamza, El Ouldja, Baghai, Chelia, Kheirane, Chechar, Bouhmama, Babar, M'Sara, Ensigha, Kais et El Mahmal.

Selon le DJS, ces projets seront entamés "au cours du premier trimestre de l'année prochaine", soulignant que les travaux seront achevés dans un délai n'excédant pas "120 jours" en vue de mettre ces stades communaux à la disposition des clubs et des associations sportives "avant la fin de la saison sportive 2020-2021".

M. Taouahria a rappelé que les terrains de football des communes de Ain Touila,

Ouled Rechache, Taouzanet, Kais et Djellal ont bénéficié d'opérations de réhabilitation et de pose de pelouses synthétiques dans le cadre d'un programme supervisé par la direction de l'administration locale (DAL).

Le secteur de la jeunesse et des sports de la wilaya de Khenchela avait bénéficié au titre de l'année 2019 dans le cadre de la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales d'un budget de plus de trois (3) milliards de dinars destinés à la réhabilitation et la pose de pelouses synthétiques de 20 stades communaux, en sus de la réalisation de 100 terrains de proximité, 11 piscines et 5 salles de sports, a-t-on signalé.

CYCLISME / ALGÉRIE L'élite nationale en stage à Biskra

La sélection algérienne de cyclisme poursuit son stage de préparation à Biskra, en vue des importantes échéances internationales à venir, dont les Championnats d'Afrique, le Tour d'Algérie

et les Jeux Olympiques de Tokyo, a-t-on appris samedi auprès de la Fédération. Huit cyclistes sont concernés par ce stage bloqué qui prendra fin le 22 décembre et qui est le deuxième pour l'élite nationale,

après celui effectué au mois d'octobre dernier à Tikjda (Bouira), sans oublier les deux autres micro-cycles de préparation qui ont été effectués en ouvert. "Deux des cyclistes convoqués pour ce

regroupement n'ont pas été retenus pour la suite de la préparation car ils ont été contrôlés positifs à la Covid-19. Ils sont donc restés chez eux pour suivre leur traitement", a fait savoir l'instance fédérale.

ATHLÉTISME/SEMI-MARATHON Le Kényan Kibiwott Kandie explose le record du monde

Le Kényan Kibiwott Kandie (24 ans) a explosé dimanche le record du monde du semi-marathon hommes à Valence (Espagne) en remportant la course en 57 min 32 sec, devant le champion du monde ougandais Jacob Kiplimo (57 min 37 sec).

Le record précédent appartenait au Kényan Geoffrey Kamworor qui avait couru en 58 min 01 sec en septembre 2019 à Copenhague.

Dans cette course ultra-rapide, quatre athlètes ont couru plus vite que l'ancien record : Kandie, Kiplimo, mais aussi les Kényans Rhonex Kipruto (57 min 49 sec) et Alexander Mutiso (57 min 59 sec).

Après être passé en 27 min 25 sec aux 10 km, Kibiwott Kandie a encore réussi à accélérer au 19e km pour s'isoler en compagnie de son rival Kiplimo qui l'avait devancé aux Mondiaux disputés à Gdynia (Pologne) le 17 octobre.

Le Kényan a pris cette fois sa revanche en se détachant à quelques centaines de mètres de la ligne, et termine ainsi son quatrième semi-marathon de l'année, tous courus en moins de 59 min, une performance inédite. La course de Valence confirme l'emballement des chronomètres mondiaux sur les courses sur route. Les performances ont été favorisées dimanche par des conditions météo

parfaites, un parcours plat réputé ultra-rapide et l'utilisation par la plupart des athlètes de la nouvelle génération de chaussures "magiques" aux plaques de carbone et aux talons ultra-renforcés, désormais proposées par la plupart des équipementiers.

La star de la piste éthiopienne Genzebe Dibaba (29 ans) a aussi impressionné en remportant la course féminine en 1 h 05 min 18 sec pour ses débuts sur la distance, devant la Kényane Sheila Chepkirui (1h 05 min 39 sec).

Valence accueille également un marathon réservé aux élites, dont le départ a été donné à 07h30 GMT.

LICENCE D'ENTRAÎNEUR CAF A "Le stage de formation s'étalera sur 300 heures" (DTN)

Le directeur technique national de la Fédération algérienne de football (FAF), Ameur Chafik, a indiqué que la formation pour l'obtention de la licence d'entraîneur CAF A, qui a débuté samedi à Alger, s'étalera sur une durée de 300 heures réparties en cinq sessions.

La Direction technique nationale (DTN) de la FAF avait récemment annoncé la reprise des cours de formation pour l'obtention de la licence CAF A, après avoir reçu le feu vert du département développement de la Confédération africaine de football (CAF).

Dans une déclaration à l'APS, Chafik a affirmé que "la première session de formation a commencé samedi dans de bonnes conditions et se poursuivra jusqu'à mercredi, avec 25 candidats, dont Youcef Laadj (ancien entraîneur du RC Kouba) et Karim Zaoui (ancien entraîneur du NA Hussein-Dey), afin d'obtenir la licence CAF A".

"Ce stage de formation s'étalera sur 300 heures, réparties sur cinq sessions qui se dérouleront en stages bloqués (théorie et pratique).

Un test final est prévu lors du 5e et dernier stage", a-t-il ajouté.

Ce stage de formation est encadré par Ameur Chafik en tant que conférencier accrédité par

la Confédération africaine, avec l'aide de Boualem Laroum, Ahmed Benaouda, Fouad Chiha et Nasreddine Sadi, instructeurs CAF.

"Un inspecteur de l'instance continentale effectuera une visite inopinée lors d'une des sessions, afin de vérifier si les mesures du cahier des charges sont respectées sur le terrain.

A la lumière du rapport qu'il préparera, l'Algérie est en mesure d'entrer en tant que membre de la Convention CAF-Coaching, qui prévoit la certification des formateurs au niveau de la Confédération africaine", a expliqué le technicien algérien.

Le directeur technique national a également fait savoir qu'"après cette étape, la FAF se verra accorder l'autorisation permanente d'organiser des stages de formation conformément au programme annuel fourni par la DTN.

Des sessions de formation seront organisées en fonction des besoins et du statut des forma-



teurs algériens". A travers ces décisions, la CAF veut "atteindre la qualité, l'objectivité, la crédibilité et la reconnaissance par

d'autres fédérations continentales". Ameur Chafik a également révélé que "la CAF a jusqu'à présent choisi trois pays pour re-

lancer les cours de formation pour les entraîneurs, à savoir l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, après trois ans et demi d'arrêt".

LIGUE 1 (2E JOURNÉE)

Le "syndrome" des nuls continue de plus belle

Les matches se suivent et se ressemblent. La 2e journée du championnat de Ligue 1 de football, jouée vendredi et samedi, a été marquée une fois de plus par une série de nuls (6 sur 8), ce qui donne un total de 10 rencontres sans vainqueur depuis l'entame de la saison footballistique 2020-2021.

Seules l'AS Ain M'lila (vendredi) et l'ASO Chlef (samedi), vainqueurs respectifs du NC Magra (3-2) et du WA Tlemcen (1-0), échappent à ce "syndrome" de nuls.

Après deux journées, pas moins de 16 clubs sur 18 ont obtenu au moins un nul, alors que 7 en comptent deux en deux sorties.

A l'issue de cette seconde journée, trois équipes sont en tête du classement avec quatre points au compteur.

Il s'agit de l'ES Sétif, de la JS Saoura et de l'Inattendu US Biskra, toutes accrochées sur leur terrain.

L'ESS, qui restait sur un authentique exploit à Alger devant l'USMA (2-0), n'a

pu gagner dans son antre du 8-Mai-1945 devant le RC Relizane (1-1).

Menés au score à la mi-temps sur un penalty de l'inévitable Hitala (44e) et amoindris par l'expulsion de Kendouci, les Sétifiens ont réussi à rétablir l'équilibre grâce à une jolie tête de Saïdi (54e), sans toutefois arriver à leurs fins.

Au contraire, ils doivent une fière chandelle à leur gardien Khedairia qui a sauvé son équipe d'une défaite certaine.

De son côté, la JSS s'est contentée de partager les points avec son adversaire du jour, l'USMA, pourtant privée de plusieurs titulaires positifs au Covid-19 (2-2).

Le sort du match s'est joué entre les 51e et 57e minutes au cours desquelles 3 buts ont été inscrits.

Aux locaux Hamidi (21e) et Messaoudi (55e sur penalty), les "Usmistes" ont répondu par Zouari (51e) et Redouani (57e).

Ce nul redonne espoir aux "Rouge et Noir", après leur sortie ratée de samedi

dernier. Le 3e co-leader, l'USB, qui évolue pour la 2e fois à domicile, n'a pu forcer la muraille du NA Hussein-Dey qui signe un 2e nul consécutif, cette fois-ci sur un score blanc (0-0).

Le dernier match au programme de samedi est revenu à l'ASO Chlef, victorieuse du derby de l'Ouest devant le WA Tlemcen (1-0) grâce à Beldjillali (18e) qui confirme ses qualités de buteur (3 réalisations au total).

La 2e journée, qui a débuté vendredi, a vu la principale affiche entre le MC Oran et la JS Kabylie se terminer sans vainqueur (0-0).

Un résultat vierge qui ne satisfait nullement les hommes de Bernard Casoni, en quête de leur premier succès de la saison.

L'ASAM, exempté de la première journée, a débuté la saison avec le sourire en battant son voisin le NC Magra (2-1).

Les locaux ont obtenu leur victoire grâce au buteur-maison, Hamza Demane,

auteur d'un doublé. L'autre club ayant débuté vendredi la saison, l'USM Bel-Abbès, a réalisé également une bonne performance en allant accrocher le CA Bordj Bou Arréridj (1-1). De leur côté, le Paradou AC et le CS Constantine (2-2) ont obtenu leur second nul de rang. Les "Pacistes", qui ont mené 2-0, ont été rejoints sur le fil par les Constantinois sur un doublé de Mohamed Bentahar (41e et 90e+1). Cette 2e journée a été tronquée de deux matchs (MC Alger - O. Médéa et CR Belouizdad - JSM Skikda), reportés en raison de l'engagement des deux clubs algérois en Ligue des champions d'Afrique.

Résultats partiels et classement

US Biskra - NA Hussein-Dey 0-0
JS Saoura - USM Alger 2-2
ES Sétif - RC Relizane 1-1
ASO Chlef - WA Tlemcen 1-0

Jouées vendredi:

AS Ain M'lila - NC Magra 2-1
CA Bordj Bou Arréridj - USM Bel-Abbès 1-1
Paradou AC - CS Constantine 2-2
MC Oran - JS Kabylie 0-0

Reportées:

MC Alger - Olympique Médéa
CR Belouizdad - JSM Skikda

Classement:	Pts	J
1. JS Saoura	4	2
--. US Biskra	4	2
--. ES Sétif	4	2
4. AS Ain M'lila	3	1
--. NC Magra	3	2
--. ASO Chlef	3	2
7. CABB Arréridj	2	2
--. Paradou AC	2	2
--. CS Constantine	2	2
--. MC Oran	2	2
--. JS Kabylie	2	2
--. NA Hussein-Dey	2	2
--. RC Relizane	2	2
14. USM Bel-Abbès	1	1
--. WA Tlemcen	1	2
--. USM Alger	1	2
17. JSM Skikda	0	1
--. O. Médéa	0	1
19. MC Alger	--	--
--. CR Belouizdad	--	--

APS



LIGUE 1 / USM BEL-ABBÈS

L'entraîneur Bougherara, son adjoint et plusieurs joueurs boudent l'entraînement

vendredi sur le terrain du CA Bordj Bou Arréridj (1-1) dans le cadre de la 2e journée du championnat, et exigent la qualification des nouvelles recrues de l'équipe, au nombre de 13, pour reprendre le travail, souligne-t-on.

Outre cette défection, plusieurs joueurs engagés l'été passé ont fait l'impasse eux aussi sur la séance de reprise pour protester contre la non-régularisation de leur situation financière, ajoute-t-on de même source.

Il y a quelques semaines, c'est toute l'équipe qui avait déclenché une grève de trois jours pour la même raison.

Il a fallu l'intervention de l'entraîneur Bougherara, en poste depuis septembre passé, pour qu'ils reviennent à de

meilleurs sentiments, rappelle-t-on. La direction de la formation de la "Mekerra" éprouve d'énormes difficultés sur le plan financier pour gérer les affaires de son club.

Tous ses espoirs sont désormais placés sur le contrat de sponsoring avec "Naftal" que les deux parties ont signé l'été passé, mais qui tarde à entrer en vigueur pour des "raisons administratives".

Selon la même source, une nouvelle rencontre est prévue cette semaine avec le premier responsable de "Naftal" pour "essayer de débloquent la situation".

La qualification des 13 nouvelles recrues dépend justement du déblocage de la première tranche de la subvention que devrait allouer "Naftal" au

club de l'Ouest du pays, et devrait servir à éponger des dettes d'anciens joueurs estimées à plus de 50 millions de dinars, comme exigé par la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL).

En l'absence de l'entraîneur Bougherara et son adjoint Arab, c'est Hachemi Benkhedda, membre du staff technique, qui a été chargé de diriger les séances d'entraînement des "Vert et Rouge" en prévision de la réception du MCA.

Les gars de Sidi Bel-Abbès devraient encore recourir à plusieurs joueurs de l'équipe de la réserve pour être au rendez-vous, exactement comme ça a été le cas lors du précédent match.

LIGUE 1 - ESS-RCR (1-1) Kouki : Nous avons perdu deux points mais gagné sur le plan mental»

L'entraîneur tunisien de l'ESS Sétif, Nabil Kouki, a regretté les deux points perdus samedi à domicile face au RC Relizane (1-1), à l'occasion de la 2e journée de la Ligue 1 de football, tout en saluant la "belle réaction" de ses joueurs, en infériorité numérique.

"On savait que le match allait être difficile face à une équipe qui s'est regroupée derrière et qui s'est déplacée pour défendre.

Notre tâche s'est compliquée après l'expulsion de notre défenseur (Kendouci, ndlr).

En seconde période, nous avons apporté un réglage tactique, ce qui nous a permis d'égaliser en infériorité numérique, grâce à la volonté des joueurs que je remercie pour leur abnégation et leurs efforts.

Théoriquement, nous avons perdu deux points, mais nous avons gagné sur le plan mental", a indiqué le coach de l'Entente, dans une déclaration vidéo diffusée sur la page officielle Facebook du club.

Auteur d'une retentissante victoire lors de la journée inaugurale en déplacement face à l'USM Alger (2-0), l'ESS a été accrochée par le nouveau promu, dans une rencontre qui a enregistré le retour du milieu offensif et ca pitaine sétifien Akram Djahni, rétabli d'une blessure au dos.

"Toutes les prochaines rencontres à domicile seront du même scénario que ce match face à Relizane.

Nous devons retenir les enseignements de cette contre-performance pour éviter de refaire les mêmes erreurs", a-t-il ajouté.

Suite à ce nul, l'ESS sera dans l'obligation de se racheter dès le prochain rendez-vous, prévu samedi sur le terrain de l'USM Bel-Abbès, comme l'a si bien indiqué Kouki.

"Nous avons laissé deux points à la maison, chose qui va nous pousser à nous racheter lors du prochain match à Sidi Bel-Abbès.

Nous allons nous préparer sur tous les plans pour revenir avec un bon résultat, on n'a pas d'autre choix".

Enfin, le coach de l'ESS s'est montré inquiet de ne pas pouvoir disposer de l'ensemble des joueurs, dont certains sont actuellement indisponibles pour blessures.

"Je ne dispose pas de l'ensemble de l'effectif, c'est assez stressant. Si j'avais à ma disposition tous les joueurs, j'aurais pu avoir l'embarras du choix et plus d'atouts sous la main.

Il reste 36 matchs à jouer, le parcours sera long et difficile, j'aurai besoin de tout le monde", a-t-il conclu.

APS

LIGUE 1 Thierry Froger nouvel entraîneur de l'USM Alger

Le technicien français Thierry Froger sera le nouvel entraîneur de l'USM Alger en remplacement de François Ciccolini qui avait été limogé au lendemain de la Supercoupe d'Algérie, a annoncé le club algérois de Ligue 1 samedi.

"La direction de l'USMA annonce qu'un accord a été trouvé avec Thierry Froger, qui fut l'architecte du dernier titre remporté par le club (2018-2019).

L'entraîneur français s'engagera pour une durée d'une année", a indiqué l'USMA dans un communiqué publié sur sa page Facebook. La direction de l'USMA n'a pas précisé le sort de l'actuel entraîneur Benaraïbi Bouziane qui qui a dirigé l'équipe lors de la première journée du championnat de Ligue 1, contre l'ES Sétif (défaite 0-2) et préparé la rencontre de samedi devant la JS Saoura (2-2) à laquelle il n'a pas assisté, étant atteint de coronavirus.

Pour rappel, Ciccolini avait été limogé suite à son refus de monter à la tribune officielle pour recevoir sa médaille à l'issue de la rencontre de Supercoupe entre l'USM Alger et le



CR Belouizdad (1-2) joué le 21 novembre au stade du 5-Juillet.

Entre-temps, le club avait confié la barre technique à son

ex-adjoint Benaraïbi Bouziane, assisté de Nicolas Baup (préparateur physique) et Mohamed Benhamou (entraîneur des gar-

diens de but). A l'issue de la deuxième journée de championnat, l'USM Alger occupe la 14e place avec un seul point.

LIGUE 1 - CLASSEMENT DES BUTEURS Beldjilali (ASO) s'installe en tête avec 3 buts

Le milieu offensif de l'ASO Chlef, Kadour Beldjilali, auteur samedi de l'unique but de son équipe dans le derby de l'Ouest face au WA Tlemcen (1-0), s'est hissé en tête du classement des buteurs de la Ligue 1 de football, au terme de la 2e journée.

Arrivé à Chlef en janvier 2020 en provenance du CS Constantine, Beldjilali (32 ans) a offert la victoire aux siens à la 18e minute.

Cette réalisation intervient une semaine après avoir signé un doublé, lors de la défaite concédée en déplacement face au NC Magra (3-2).

Dans ce classement des buteurs, leatif d'Oran est talonné de près par cinq joueurs qui comptent deux buts chacun : Hitala (RC Relizane), Demane (AS Ain M'lila), Amoura (ES Sétif), Benbouali (Paradou AC) et Bentahar (CS Constantine).

Pour rappel, trois joueurs avaient terminé co-meilleurs buteurs au classement de la saison 2019-2020, suspendue en mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19).



Il s'agit de Mohamed Amine Abid (CS Constantine), Mohamed Tiaïba (AS Ain M'lila puis Al-Taeë Hail/Arabie saoudite)

et Abdennour Belhocini (USM Bel-Abbès puis Umm-Salal/Qatar), avec 10 buts chacun.

Décès de l'ancienne gloire soviétique Viktor Ponedelnik

Viktor Ponedelnik, ancien joueur soviétique considéré comme l'un des meilleurs attaquants de l'histoire du pays et grand artisan de la victoire de l'URSS à l'Euro-1960 en France, est décédé à 83 ans, a annoncé dimanche la Fédération russe de football.

Lors de la finale au Parc des Princes, à Paris, Ponedelnik avait marqué de la tête le but vainqueur, à sept minutes de la fin de la prolongation (113e), malgré la domination de la Yougoslavie (2-1 a.p.).

"Cela a été le plus grand moment de ma vie", avait-il raconté.

Né à Rostov-sur-le-Don, il a notamment porté les couleurs du CSKA et du Spartak de Moscou.

En tant que membre de l'équipe nationale d'URSS, il a disputé 29 matches et marqué 20 buts. En plus de l'or en 1960 à l'Euro, il a remporté l'argent

à l'Euro-1964 en Espagne et a atteint les quarts de finale du Mondial-1962 au Chili.

Après sa carrière de joueur, Viktor Ponedelnik avait travaillé comme entraîneur du Rostselmash de Rostov, dont il avait été joueur, mais aussi comme journaliste sportif.

À 39 ans, Mohamed Messaoud signe à la JS Boumerdès

Le double buteur du championnat de Ligue 1 de football sous les couleurs de l'ASO Chlef en 2009 et 2012, Mohamed Messaoud, s'est engagé avec la JS Boumerdès, nouveau promu en troisième division, a-t-on appris dimanche de l'intéressé.

Agé de 39 ans, Messaoud a décidé de rehausser ses crampons alors qu'il avait annoncé sa retraite à l'issue de l'exercice 2017-2018, quand il avait contribué à l'accession de la JSM Tiaret, l'équipe de sa ville natale, en troisième palier.

Le retour de l'ancien international algérien sur les terrains de football est dicté,

selon lui, par sa situation sociale "très délicate".

Il compte en profiter pour pouvoir subvenir aux besoins de sa famille, a-t-il expliqué.

Messaoud, qui a également porté les couleurs de plusieurs formations, dont le CR Belouizdad, est monté au créneau dernièrement pour réclamer la régularisation de sa situation financière avec l'ASO Chlef, où il a fait deux passages (2004-2006 et 2008-2016) et disputé 229 matches pour 112 buts marqués, rappelle-t-on.

Le joueur, champion d'Algérie avec l'ASO

en 2011 et détenteur de la coupe d'Algérie avec le même club en 2005, envisage également de passer de l'autre côté de la barrière en entamant une carrière d'entraîneur, indiquant qu'il butait néanmoins sur des problèmes d'ordre administratif qui l'empêchent jusque-là de participer aux différents stages de formation.

A la JS Boumerdès, le meneur de jeu, qui compte six sélections avec l'équipe nationale A' (2009-2011), retrouve comme entraîneur l'ancien international algérien, Fawzi Moussouni, désigné l'été passé à la tête de la barre technique de cette équipe.

McKennie entre dans l'histoire

Premier joueur américain de l'histoire de la Juventus Turin suite à son arrivée en prêt en provenance de Schalke 04 l'été dernier, Weston McKennie (22 ans, 6 matchs et 1 but en Serie A cette saison) est également devenu ce samedi le premier joueur américain à marquer pour la Vieille Dame en Serie A. Face au Torino (2-1), c'est lui qui a égalisé de la tête sur un superbe service de Juan Cuadrado, avant que Leonardo Bonucci n'offre définitivement la victoire aux Bianconeri en fin de match.



ZLATAN A PENSÉ À TOUT ARRÊTER

Auteur de 10 buts en 9 matchs, Zlatan est sur un nuage cette année en Serie A. Pourtant, cet été, il a bien failli tout arrêter.

Zlatan Ibrahimovic est éternel. Lorsqu'on regarde son évolution, on se rend compte que l'attaquant est comme un bon vin. Revenu à l'AC Milan l'hiver dernier pour une pige de six mois, il a décidé de rester. Et ainsi de poursuivre son aventure cette saison. Pourtant, ce n'était pas gagné. À l'époque, le Suédois avait pris la décision d'arrêter sa carrière.

« Pioli m'a demandé ce que j'en voyais faire. J'ai répondu :

'Non, je ne vais pas continuer. Ça suffit. Ma famille est aussi importante, je suis seul ici, c'est un sacrifice. Pour six mois, c'est bien, mais je ne veux pas rester une année de plus'. Puis quelque chose a changé, reconnaît le Scandinave. Je ne voulais pas avoir de regrets. J'ai appelé Milan et j'ai décidé de continuer », et c'est tous les fans de football qui le remercient.

POGBA FRAPPE FORT !

Après avoir failli marquer contre le PSG lors de son entrée en jeu, Paul Pogba, cette fois-ci titulaire contre West Ham, a permis à Manchester United de l'emporter (3-1), samedi.

De nouveau médiocre durant un bon moment et mené au score par West Ham, Manchester United a fini par renverser la rencontre en seconde période (1-3), samedi en Premier League, afin de poursuivre sa remontée au classement avec cette 4e victoire de suite. Les hommes d'Ole Gunnar Solskjaer sont 4e au classement, à 2 points des deux leaders (Tottenham et Liverpool) et avec une unité de plus que City, leur prochain adversaire, à Old Trafford ! Face à la formation de Pep Guardiola, les Red Devils prendront toutefois l'eau s'ils jouent comme face aux Hammers. Bien organisés, face à des Mancuniens peu inspirés en l'absence de Bruno Fernandes et Marcus Rashford – ses deux joueurs les plus entreprenants –, les Londoniens ont fait mal. Ils ont ouvert le score sur corner par Tomas Soucek (39e) et, dans la foulée (40e), Sébastien Haller aurait pu faire le break s'il n'avait pas glissé après avoir effacé Dean Henderson, le doublure de David De Gea. La seconde période, par contre, a été à sens unique et le talent de certains joueurs mancuniens a fait la différence. Fernandes et Rashford ont justement fait leur entrée en jeu dès la pause, à la place de Donny van de Beek et Edinson Cavani, et le meneur portugais a permis à Paul Pogba d'envoyer une superbe frappe au fond des filets (65e). C'est ensuite Mason Greenwood qui a marqué d'un super enchaînement (68e), avant une contre-attaque conclue par Rashford (78e).



ZIDANE SALUE LE «CARACTÈRE» DE SON ÉQUIPE

En conférence de presse, Zinédine Zidane s'est montré satisfait par le contenu affiché par son équipe contre le FC Séville. En s'imposant face au FC Séville cet après-midi, Zinédine Zidane a pu souffler un coup, lui qui était sous pression suite aux deux dernières défaites consécutives par son équipe. Bien que le match n'ait pas été exceptionnel de la part du Real Madrid, le technicien a apprécié la réaction d'orgueil de ses joueurs. En conférence de presse d'après-match, l'entraîneur madrilène a donc évoqué de la satisfaction après avoir arraché les trois points : "Les derniers jours n'ont pas été faciles. Notre première mi-temps a été bonne et les trois points sont mérités, contre un très bon adversaire. C'est une équipe avec du caractère. On doit penser positivement et rien d'autre, et essayer d'être réguliers." Prochaine échéance mercredi en Ligue des Champions contre Mönchengladbach, avec une énorme pression sur les épaules de Zinédine Zidane.

Martial, la mauvaise nouvelle !

Ce festival offensif, Anthony Martial, titulaire sur l'aile gauche, n'y a pas participé. L'international français a été sorti sur blessure (62e) et, s'il s'agit d'une déchirure aux ischio-jambiers, il sera indisponible environ 3 semaines, lui qui n'a toujours pas ouvert son compteur buts en Premier League cette saison (en 6 matches). MU pourrait faire son at-



HAKIMI, LE DOUBLÉ ET L'HOMMAGE

Confronté à la perte de son statut de titulaire à l'Inter Milan, Achraf Hakimi a répondu sur le terrain ce samedi en Serie A contre Bologne (3-1). Aligné d'entrée, le piston droit a inscrit un doublé qui a permis à son équipe de s'imposer, d'abord en marquant sur un bel enchaînement contrôle-frappe après avoir été lancé en profondeur par Brozovic (45e) puis sur une frappe de gauche à l'entrée de la surface après une incursion côté droit (70e). Le Marocain en a profité pour soulever son maillot et laisser apparaître un t-shirt au nom de Mohamed Abarhoun, son compatriote décédé mercredi d'un cancer à l'âge de 31 ans. La classe.



ALGÉRIE-ITALIE

M. Djerad reçoit le ministre italien des AE et de la Coopération internationale

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a reçu, samedi à Alger, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République italienne, Luigi Di Maio, en visite de travail en Algérie, indique un communiqué des Services du Premier ministre

"L'audience a constitué une opportunité pour poursuivre le dialogue politique sur les questions régionales et internationales, ainsi que les discussions sur le renforcement et la diversification des relations", précise la même source. M. Luigi Di-Maio a été reçu, rappelle-t-on, auparavant par le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum. Cette visite qui a été sanctionnée par la signature d'un mémorandum d'entente

sur le dialogue stratégique entre les deux pays, s'inscrit dans le cadre de la consolidation des liens d'amitié et de coopération entre l'Algérie et l'Italie. Elle a constitué, également, une occasion de passer en revue les axes prioritaires de la coopération bilatérale et d'examiner l'agenda des grandes échéances à venir, notamment la tenue, au cours de l'année 2021, de la 4^{ème} réunion de Haut niveau.



Signature à Alger d'un mémorandum d'entente sur le dialogue stratégique

L'Algérie et l'Italie ont signé, samedi, un mémorandum d'entente sur le dialogue stratégique sur les relations bilatérales et les questions politiques et de sécurité globale. Le document a été signé par le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, et le ministre italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Luigi Di-Maio, à l'issue d'entretiens entre les deux parties. Dans une déclaration à la presse, M. Boukadoum a souligné que les relations entre l'Algérie et l'Italie sont "particulières et appelées à se développer davantage". Il a précisé que ses entretiens avec son homologue italien ont été axés sur "les moyens de consolider les relations et la coopération bilatérales", faisant part d'un accord entre les deux pays en vue de la reprise du dialogue bilatéral et la coopération visant à développer un "véritable partenariat" entre les deux pays. Le ministre des Affaires étrangères a fait part également d'une "convergence de vues" entre l'Algérie et l'Italie sur nombre de questions régionales, notamment la Libye et le Mali, et les

problèmes qui touchent le bassin méditerranéen. Par la même occasion, M. Boukadoum a exprimé ses remerciements à l'Italie qui a invité l'Algérie à la prochaine réunion du G20 qui sera présidée par ce pays en 2021. Pour le chef de la diplomatie italienne, Luigi Di-Maio a souligné le caractère "stratégique" des relations algéro-italiennes, en appelant à leur "consolidation pour faire face aux défis régionaux auxquels les deux pays sont confrontés". Il a souligné, en outre, que la signature de ce mémorandum confirme l'"engagement" des deux pays à aller de l'avant pour le développement de la coopération bilatérale", ajoutant que les deux parties ont exprimé aussi leur intention d'organiser, en 2021, un sommet intergouvernemental et un forum économique.

M. Di-Maio a souligné, à ce propos, que les deux pays ont développé un "partenariat solide" dans les secteurs économique et commercial, rappelant que l'Algérie a été en 2019, le "premier partenaire" de l'Italie dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique

du Nord) 2019, et que l'Italie est le troisième partenaire de l'Algérie.

Il a souligné, à cet égard, le souhait de son pays de diversifier les domaines de coopération avec l'Algérie, autres que le secteur des hydrocarbures, en citant, à titre d'exemple, les infrastructures, les petites et moyennes entreprises (PME), l'innovation technologique, l'Énergie, l'agro-industriel et les télécommunications. Le ministre italien a indiqué que ses entretiens avec son homologue algérien ont porté également sur la situation dans le bassin méditerranéen, marquée par le phénomène de l'immigration clandestine.

Il a rappelé, à cet effet, l'importance qu'accorde l'Italie au problème des flux migratoires irréguliers et sa volonté de renforcer sa collaboration avec l'Algérie pour faire face à ce "fléau", en saluant l'"engagement de l'Algérie pour y faire face".

La coopération en matière de "lutte contre la criminalité organisée et la traite des êtres humains" a été aussi au menu de ces entretiens, a-t-il ajouté.

CRISE DU GOLFE

Boukadoum : «L'Algérie soutient les efforts du Koweït pour le règlement de la crise entre les pays du Golfe»

L'Algérie a exprimé, samedi par la voix de son ministre des Affaires étrangères Sabri Boukadoum, son soutien aux efforts du Koweït visant le règlement de la crise entre les pays du Golfe. A une question, au terme de ses entretiens avec son homologue italien, Luigi Di-Maio, sur l'initiative du Koweït visant une solution à la crise du Golfe, M. Boukadoum a réaffirmé "la position de principe de soutien de l'Algérie à tous les efforts visant à promouvoir des solutions politiques aux crises". Partant, a ajouté le Chef de la diplomatie, "l'Algérie apporte son soutien aux efforts du Koweït, souhaitant les voir sanctionnés de succès au service de tous les peuples de la région et avoir un impact positif sur le règlement des autres crises dans la région, notamment la situation au Yémen".

AIDES COVID-19

Le gouvernement décide d'aides financières pour les scanners et les tests

Le gouvernement a décidé l'octroi d'aides financières aux citoyens dans les frais engagés pour les examens de scanner et autres tests PCR et antigéniques pour diagnostiquer les contaminations à la Covid-19, a indiqué un communiqué des services du premier ministre ayant sanctionné samedi un Conseil interministériel présidé par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad. En voici le texte intégral :

"Le Premier Ministre, Monsieur Abdelaziz Djerad, a présidé, ce samedi 5 décembre 2020, un Conseil Interministériel consacré à l'examen des conditions et modalités d'amélioration des remboursements des prestations médicales relatives à la COVID-19. Ont pris part à cette réunion les Ministres en charge de l'intérieur, des finances, de la solidarité nationale, du commerce, de la santé, du travail et de l'industrie pharmaceutique.

Cette réunion intervient en continuité à la réunion du Gouvernement du mercredi 2 décembre 2020 où cette question a été examinée avec la décision de lui consacrer un Conseil Interministériel. Après avoir entendu les différents exposés et des débats qui les ont suivis, Monsieur le Pre-

mier ministre a rappelé les orientations de Monsieur le Président de la République quant à la nécessité d'apporter tout le soutien et l'assistance aux citoyens notamment en ces moments difficiles caractérisés par la crise sanitaire liée au coronavirus et qui a fortement impacté toute la population, en particulier les plus démunis d'entre elle. Monsieur le Premier Ministre a également rappelé que l'objectif recherché par les pouvoirs publics est d'aider les citoyens dans les frais engagés pour les examens de Scanner et les tests PCR et antigéniques. A ce titre, Monsieur le Premier Ministre a décidé l'octroi d'une aide financière d'un montant de :

- 5.000 DA pour les frais engagés au titre de l'examen du Scanner thoracique COVID-19
- 3.500 DA pour les frais engagés au titre du test RT-PCR COVID-19
- 1.500 DA pour les frais engagés au titre du test rapide Antigénique COVID-19.

Cette mesure entrera en vigueur à compter du 1^{er} Janvier 2021, pour une durée de six (06) mois renouvelable en fonction de l'évolution de la situation épidémiologique".

ALGÉRIE-TCHÉQUIE

Vers un mémorandum de coopération minière

Un mémorandum de coopération sera conclu prochainement entre l'Algérie et la République Tchèque dans le secteur des Mines à l'occasion de la visite d'une délégation tchèque en Algérie prévue en mai 2021, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère des Mines. Le mémorandum définira les nombreux domaines de coopération notamment la recherche, l'exploration et l'exploitation minière, la formation (en collaboration avec l'Institut algérien des



med Arkab, et l'Ambassadeur de la République de Tchèque en Algérie, Mme Lenka Pokorna.

Les discussions entre les deux parties ont porté, essentiellement, sur les possibilités de coopération et de partenariat entre les entreprises Chèques et Algériennes dans le secteur des mines à la lumière des deux visio-conférences organisées au cours du mois de novembre dernier, a fait savoir le communiqué.

Mines), la gestion des projets miniers, la reconversion d'anciennes mines en zones touristiques, l'hygiène et la sécurité dans l'exploitation des mines, a précisé la même source.

Tous ces axes de coopérations ont été convenus lors de l'entretien entre le ministre des Mines, Moha-

JUSTICE

Baha Eddine Tliba condamné à 7 ans de prison ferme

La Cour de justice d'Alger a condamné dimanche l'ancien député du parti du Front de libération nationale (FLN), Baha Eddine Tliba à une peine de 7 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions Da, pour son implication dans des affaires de corruption, notamment infraction à la réglementation de change et des mouvements des capitaux, de et vers l'étranger. La même juridiction a prononcé une peine de 7 ans de prison ferme à l'encontre d'Iskandar Ould Abbes, fils de Djamel Ould Abbes, ancien SG du FLN. Poursuivi pour les mêmes chefs d'accusation en sus de l'obtention d'indus avantages, El Wafi Ould Abbes a écopé, par contumace, d'une peine de 20 ans de prison ferme et de l'émission d'un mandat d'arrêt international à son encontre. L'entrepreneur Mohamed Habchi a été blanchi des accusations portées contre lui. Bouchnak Khelladi a été condamné, pour les mêmes chefs d'inculpation, à deux ans de prison ferme assortie d'une amende de 200 000 Da. Le Parquet général avait requis "un durcissement de peines" à l'encontre des principaux accusés impliqués dans l'affaire de l'ancien député Tliba. Le 9 septembre dernier, le tribunal de première instance de Sidi M'hamed avait condamné Baha Eddine Tliba ainsi que Iskandar Ould Abbes à des peines de 8 ans de prison ferme, assorties d'une amende de 8 millions de dinars. Tandis qu'El Wafi Ould Abbes, jugé par contumace et poursuivi pour les mêmes chefs d'accusation en sus de l'obtention d'indus avantages, avait écopé, lui, d'une peine de 20 ans de prison ferme et de l'émission d'un mandat d'arrêt international. Poursuivi pour les mêmes accusations, en plus de l'abus de pouvoir, Bouchnak Khelladi a été condamné à une peine de deux ans de prison assortie et une amende de 200 000 Da, tandis que Mohamed Habchi a été acquitté des charges retenues contre lui.